



République du
Sénégal

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PLANIFICATION ET DES
POLITIQUES ÉCONOMIQUES

DIRECTION DE LA PRÉVISION ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES



SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE EN 2015 ET PERSPECTIVES EN 2016

Rapport disponible sur le site de la DPEE : www.dpee.sn
@DPEE/DPMSM mai 2016

Table des Matières

SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2015 ET PERSPECTIVES EN 2016	1
RESUME	3
1.1. ESTIMATION DES RESSOURCES ET EMPLOIS DU PIB EN 2015	8
1.1.1. Les ressources du PIB	8
1.1.2. Les emplois du PIB	14
1.1.3. Inflation et Compétitivité	14
1.2. PERSPECTIVES ECONOMIQUES EN 2016.....	15
1.2.1. Les ressources du PIB	15
1.2.2. Les emplois du PIB	19
1.2.3. Inflation	19
2. LES FINANCES PUBLIQUES	19
2.1. EXERCICE BUDGETAIRE EN 2015.....	19
2.1.1. Les Recettes budgétaires.....	20
2.1.2. Les Dons.....	21
2.1.3. Les Dépenses publiques.....	21
2.1.3. Le Financement	23
2.1.4. La Dette publique	23
2.2. PERSPECTIVES BUDGETAIRES EN 2016.....	24
2.2.1. Les Recettes budgétaires.....	24
2.2.2. Les Dépenses publiques.....	25
2.2.4. Le Financement	26
2.2.3. La Dette publique	26
3. LA BALANCE DES PAIEMENTS.....	27
3.1. ESTIMATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2015.....	27
3.1.1. Evolution de la balance courante	27
3.1.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières.....	28
3.2. PREVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2016	28
3.2.1. Evolution de la balance courante	28
3.1.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières.....	29
4. LA SITUATION MONETAIRE	29
4.1. ÉVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2015.....	29
4.1.1. Les avoirs extérieurs nets	29
4.1.2. Le crédit intérieur	29
4.1.3. La masse monétaire	30
4.2. PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2016	30
4.2.1. Les avoirs extérieurs nets	30
4.2.2. Le crédit intérieur	30
4.2.3. La masse monétaire	30
ANNEXES	31

RESUME

Au terme de l'année 2015, la croissance mondiale est estimée, selon le dernier rapport sur les perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international, à 3,1% après une progression de 3,4% en 2014. Cette décélération est imputable, essentiellement, aux pays émergents et en développement où la croissance a ralenti à 4% après 4,6% en 2014, sous l'effet, principalement de la décélération de l'économie chinoise (+6,9% contre 7,3%). Dans les pays avancés, une reprise modeste et inégale est observée. En effet, la situation est marquée par le retour de croissance dans la zone euro (+1,6% en 2015 contre +0,9% en 2014) et une stabilité de la croissance aux États-Unis (+2,4% contre +2,4% en 2014). Au niveau de la zone euro et au Japon, l'activité économique a bénéficié de la faiblesse des prix du pétrole mais également de la poursuite des politiques monétaires accommodantes. En Afrique subsaharienne, l'activité économique affiche un net ralentissement (+3,4% contre 5,0% en 2014), en raison de la baisse des prix des produits de base, de même que du durcissement des conditions de financement dans un environnement mondial peu porteur.

Au plan interne, l'économie sénégalaise, après une croissance morose sur la période récente, s'est inscrite sur une nouvelle trajectoire, suite à la relance qui s'est opérée en 2014. En effet, le contexte de mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent (PSE), avec le démarrage d'importants chantiers initiés par le Gouvernement a contribué à renforcer le cadre économique interne, en dépit d'une part d'un environnement mondial encore incertain, dominé par la fluctuation des changes et la faiblesse des cours des matières premières de base, et d'autre part d'un contexte sous-régional marqué par l'insécurité. Ainsi, le raffermissement des investissements publics, notamment, dans l'agriculture, les infrastructures et l'énergie, conjugué à la relance des industries et aux performances remarquables du sous-secteur agricole, ont concouru à relever nettement le taux de croissance du PIB réel estimé à 6,5% au terme de l'année 2015, après 4,3% un an auparavant.

La relance de l'activité économique s'est, par ailleurs, opérée dans un contexte de maîtrise des prix intérieurs, sous l'effet de la baisse des cours des principaux produits sur le marché international. Ainsi, l'**inflation**, mesurée par l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), s'est établie à 0,1% contre -1,1% en 2014.

Au titre des finances publiques, l'exécution budgétaire en 2015 a été caractérisée par la bonne tenue des agrégats budgétaires confortant ainsi le rythme de réduction du déficit budgétaire observé depuis 2012. En effet, le solde budgétaire a enregistré un recul de 0,3 point de pourcentage, passant de 384 milliards (5,1% du PIB) en 2014 à 387 milliards (soit 4,8% du PIB) en 2015. Cette amélioration est le résultat, d'une part, de la mobilisation satisfaisante des ressources à la faveur d'un environnement économique favorable associé aux stratégies déclinées par les régies (renforcement du contrôle fiscal

et du suivi des prises en charge), et d'autre part, de la poursuite de la rationalisation des charges de fonctionnement.

Concernant **les transactions avec le reste du monde**, elles ont été marquées en 2015 par une réduction du déficit courant qui est estimé à 7,1% du PIB contre 8,8% du PIB en 2014. L'excédent du compte de capital et d'opérations financières s'est, pour sa part, détérioré de 146,1 milliards, sous l'effet des capitaux publics nets. Toutefois, globalement, la balance des paiements a dégagé un excédent de 154,9 milliards contre un excédent de 219,7 milliards en 2014.

S'agissant de la **situation monétaire** en 2015, elle s'est traduite par une amélioration des avoirs extérieurs nets (+154,9 milliards), une augmentation du crédit intérieur de 11,2% et une expansion de la masse monétaire de 13,4%.

En 2016, la relance de l'économie sénégalaise devrait se consolider à la faveur de la poursuite des projets du Plan Sénégal Emergent (PSE), des perspectives mondiales plus favorables ainsi que de l'amélioration de la situation sécuritaire et sanitaire dans la sous-région. Ainsi, au regard des mesures de redressement et d'accélération des réformes et de la mise en œuvre des projets, le taux de croissance du PIB réel est attendu à 6,6% en 2016 contre une estimation de 6,5% en 2015.

S'agissant de **l'inflation** mesurée par le déflateur du PIB, elle est projetée à 2,0% en 2015 contre une estimation de 0,0% en 2014.

Concernant **les finances publiques**, la gestion budgétaire de 2016 s'appuiera, essentiellement, sur les orientations déclinées dans le programme économique et financier lesquelles visent, notamment, le renforcement de la gestion des finances publiques et la maîtrise du déficit budgétaire. Elle sera, par ailleurs, axée sur les priorités du PSE ; à cet effet, la rationalisation des dépenses de fonctionnement sera poursuivie pour créer assez d'espace budgétaire afin de prendre en charge de manière effective le financement des projets d'investissement. Globalement, le déficit budgétaire (dons compris) est attendu à 372,4 milliards, soit 4,2% du PIB contre 4,8% du PIB en 2015, soit une réduction de 0,6 point de PIB.

Quant aux **échanges avec le reste du monde**, ils devraient être marqués par une atténuation du déficit du compte des transactions courantes (553,5 milliards en 2016 contre 570,3 milliards en 2015) conjuguée à une détérioration du compte de capital et d'opérations financières. Globalement, le solde de la balance des paiements devrait ressortir en excédent de 43,5 milliards, soit une dégradation de 111,4 milliards par rapport à 2015.

Enfin, au titre de la **situation monétaire**, il est attendu en 2016 une augmentation de 43,5 milliards des avoirs extérieurs nets, un accroissement du crédit intérieur de 8,1% et une expansion de la

masse monétaire de 7,1%. Ainsi, le taux de financement bancaire de l'économie devrait se situer à 33,7%, soit un recul de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2015.

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Au terme de l'année 2015, la croissance mondiale est estimée, selon le dernier rapport sur les perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international, à 3,1% après une progression de 3,4% en 2014. Cette décélération est imputable, essentiellement, aux pays émergents et en développement où la croissance a ralenti à 4% après 4,6% en 2014, sous l'effet, principalement de la décélération de l'économie chinoise (+6,9% contre 7,3%). Dans les pays avancés, une reprise modeste et inégale est observée. En effet, la situation est marquée par le retour de croissance dans la zone euro (+1,6% en 2015 contre +0,9% en 2014), une stabilité de la croissance aux États-Unis (+2,4% contre +2,4% en 2014) et une timide relance au Japon (+0,6% en 2015 contre +0,0% en 2014). Au niveau de la zone euro et au Japon, l'activité économique a bénéficié de la faiblesse des prix du pétrole mais également de la poursuite des politiques monétaires accommodantes. En Afrique subsaharienne, l'activité économique affiche un net ralentissement (+3,4% contre 5,0% en 2014), en raison de la baisse des prix des produits de base, de même que du durcissement des conditions de financement dans un environnement mondial peu porteur.

En 2016, la croissance mondiale demeurerait faible (+3,2%), avec une modeste amélioration de 0,1 point de pourcentage, sous l'impulsion des économies émergentes et en développement (+4,1% contre 4% en 2015). En Afrique subsaharienne, cependant, la croissance poursuivrait son ralentissement (+3% contre +3,4% en 2015), en raison de la persistance des difficultés des économies sud-africaine et nigériane. Concernant le Nigéria, la faiblesse des cours du baril sur le marché international demeure une contrainte majeure. En revanche, la croissance serait, globalement, stable dans les pays avancés en raison du maintien de la faiblesse de la demande mondiale, liée, notamment, à la poursuite du ralentissement de l'économie chinoise (+6,5% contre 6,9% en 2015). Aux États-Unis, la croissance se maintiendrait au même niveau qu'en 2015. Cependant, dans la zone euro, elle ralentirait à 1,5%.

Au titre des échanges commerciaux, le rythme d'augmentation du volume du commerce mondial est resté timide, avec une progression estimée à 2,8%, en raison de la décélération de la demande en biens importés des économies émergentes (+0,5% contre 3,7% en 2014). En 2016, le commerce mondial devrait, toutefois, s'améliorer, sous l'effet, principalement, des économies émergentes et en développement.

S'agissant des cours des matières premières, leur niveau a baissé globalement entre 2014 et 2015. Concernant les produits combustibles, l'orientation baissière observée traduit le repli du cours du baril du pétrole (WTI) de 47,2% en 2015 après une contraction de 7,5% en 2014. Les cours des matières premières hors combustibles se sont, également, inscrits en baisse, reculant de 17,5% en 2015 contre - 4% un an auparavant. En 2016, les prix des produits de base resteraient sur une

tendance baissière ; le cours du baril de pétrole est, ainsi, attendu en repli de 31,6%. Les cours des matières premières, hors combustible, se replieraient, pour leur part, en moyenne de 9,4%.

Les prix à la consommation sont restés, globalement, stables dans les pays avancés, avec une évolution de 0,3% en 2015 après une progression au rythme de 1,4% au cours des deux dernières années. Cependant, dans les économies émergentes et en développement, l'inflation s'est établie à 4,7% en 2015 contre 5,1% un an auparavant. En 2016, l'inflation continuerait d'être faible dans les pays avancés et modérée dans les économies émergentes et en développement, en raison de la faiblesse de la demande.

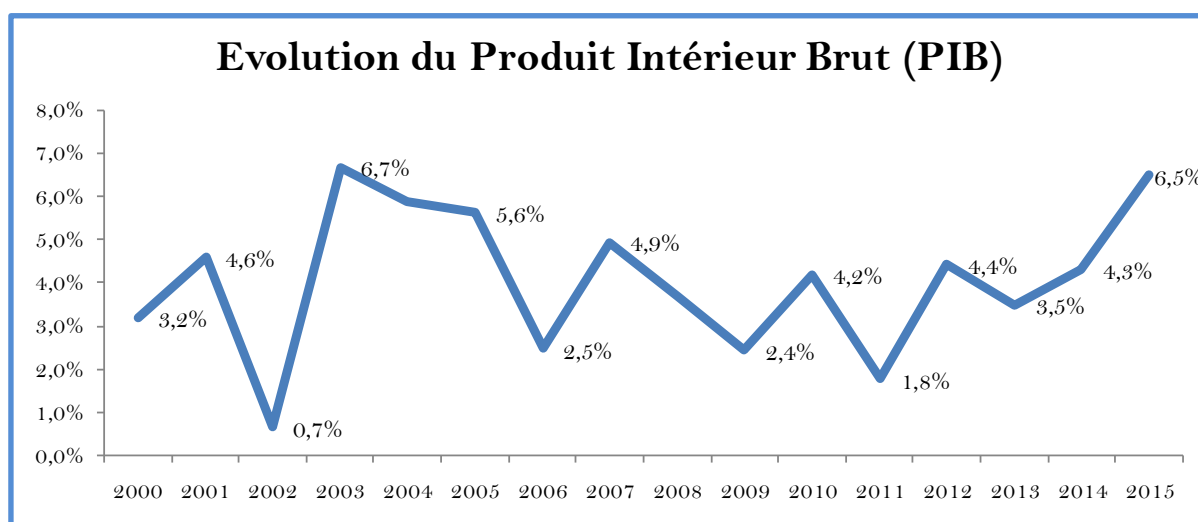
Sur le marché financier international, la situation a été particulièrement marquée par la mise en œuvre d'un programme d'assouplissement quantitatif par la BCE. Ce programme vise principalement à améliorer la situation financière de la zone euro, à relancer l'économie et à lutter contre la faiblesse de l'inflation. Il a, toutefois, accéléré la dépréciation de l'euro face aux principales monnaies, plus particulièrement le dollar. En effet, depuis avril 2015, la monnaie unique européenne a plongé de 16%, comparée à son niveau de la même période en 2014. Par rapport au yen et à la livre sterling, l'euro a subi le même mouvement de baisse et a perdu respectivement 4% et 10% de sa valeur.

1- CROISSANCE ET COMPETITIVITE

1.1. ESTIMATION DES RESSOURCES ET EMPLOIS DU PIB EN 2015

1.1.1. Les ressources du PIB

Après une croissance morose sur la période récente, l'économie sénégalaise s'est inscrite sur une nouvelle trajectoire, suite à la relance qui s'est opérée en 2014. En effet, le contexte de mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent (PSE), avec le démarrage d'importants chantiers initiés par le Gouvernement a contribué à renforcer le cadre économique interne, en dépit d'un environnement mondial encore incertain, dominé par la fluctuation des changes et la faiblesse des cours des matières premières. Ainsi, le raffermissement des investissements publics, notamment, dans l'agriculture, les infrastructures et l'énergie, conjugué à la relance des industries et aux performances remarquables du sous-secteur agricole, ont concouru à relever nettement le taux de croissance du PIB réel estimé à 6,5% au terme de l'année 2015, après 4,3% un an auparavant. Globalement, le regain de dynamisme enregistré traduit la bonne tenue des secteurs primaire et secondaire, le secteur tertiaire s'étant plutôt inscrit en ralentissement.



Source : DPEE

Dans le **secteur primaire**, l'activité a affiché une hausse de 18,2% en 2015 contre 2,4% un an auparavant. Ce bond significatif reflète le renforcement de la valeur ajoutée du sous-secteur agricole, en progression de 31,7% en 2015 contre 1,7% en 2014, à la faveur de la saison hivernale particulièrement favorable combinée aux moyens dégagés par l'Etat dans le cadre du Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (**PRACAS**). En effet, dans la perspective, notamment, d'atteindre l'autosuffisance en riz et en pomme de terre à l'horizon 2017, d'optimiser la filière arachidière et de développer les filières fruits et légumes ainsi que de diversifier les produits agricoles, le Gouvernement a renforcé son accompagnement en termes de mise à disposition de semences, d'engrais et de matériels agricoles. Le sous-secteur a, par ailleurs, tiré avantage de la

réalisation des aménagements hydroagricoles dans les zones du nord et du sud, qui ont permis de renforcer l'exploitation des terres.

Globalement, les performances enregistrées dans le sous-secteur agricole sont portées aussi bien par l'agriculture vivrière que celle industrielle estimées respectivement en hausse de 35,4% et 20,9% en 2015.

La performance de **l'agriculture vivrière** reflète la bonne tenue des productions de riz (+62%), de mil-sorgho (+83%) et de maïs (+70%) associée à l'amélioration de la production horticole. La production de riz a, particulièrement, bénéficié de l'essor du riz pluvial dont la production s'est accrue de 161%, à la faveur de la bonne pluviosité combinée aux actions des autorités dans le cadre du programme d'autosuffisance en riz à l'horizon 2017. La branche horticole s'est, pour sa part, confortée de 18,0% en 2015 contre 1,6% en 2014 grâce, entre autres, à la bonne tenue de la production d'oignon (+50,0%), de pomme de terre (+75,8%) et de patate douce (+41,1%) atténuée, toutefois, par le repli observé dans la production de tomate (-26,7%).

Au niveau de **l'agriculture industrielle**, les performances relevées sont le résultat, essentiellement, de la production d'arachide qui est ressortie en hausse de 57% par rapport à la précédente campagne. Au-delà de la bonne saison hivernale, la filière a tiré avantage de l'amélioration de la qualité des intrants, en l'occurrence, avec l'augmentation des quantités de semences certifiées. En revanche, la production de tomate industrielle s'est repliée de 41%, en liaison avec l'orientation des producteurs de la vallée vers d'autres cultures telles que l'oignon, le riz ou la patate douce, du fait des contraintes, notamment, liées à la faible demande des industries de transformation.

Dans le sous-secteur de **l'élevage et de la chasse**, l'activité a enregistré une progression estimée à 4,8% en 2015 après une évolution de 4,8% un an auparavant. Cette hausse est, notamment, portée par le cheptel, dont la production est estimée en 2015 en augmentation de 5,6%. Par ailleurs, le sous-secteur a bénéficié de la bonne orientation des productions de lait et de volaille.

S'agissant de **la pêche**, la contraction notée en 2015 (-1,0%), consécutivement aux contreperformances enregistrées en 2013 et en 2014, reflète la situation de la pêche artisanale dont les débarquements se sont repliés de 2,8%, sous l'effet, entre autres, des mauvaises conditions climatiques et du démarrage tardif de la saison. Toutefois, la pêche industrielle s'est confortée de 7,9%, à la faveur, notamment, de l'augmentation des captures de sardinelles, de maquereaux et de chinchards.

Dans le secteur secondaire, la consolidation de l'activité s'est poursuivie, particulièrement, à la faveur du bon comportement des sous-secteurs des matériaux de construction, des bâtiments et travaux publics (BTP) et de l'énergie, conjuguée à la relance, notamment, des sous-secteurs de la fabrication de produits chimiques, du raffinage de pétrole, de la transformation de viande et poisson

ainsi que de celui de la fabrication de produits alimentaires céréaliers. Ainsi, globalement, le secteur est ressorti en hausse de 7,1 % en 2015, après une progression de 5,3 % l'année précédente.

Pour ce qui est du sous-secteur des **matériaux de construction**, son dynamisme s'est conforté en 2015, grâce, notamment, au démarrage de la troisième cimenterie du pays conjugué à la bonne tenue des commandes. Ainsi, l'activité a progressé de 13,6 % en 2015 contre 7,4 % en 2014, soit un gain de 6,2 points de pourcentage. La bonne marche du sous-secteur reflète, au-delà de la vigueur de la demande extérieure, la poursuite des activités de construction au niveau national, avec, notamment, la mise en œuvre des travaux de prolongement de la Voie de Dégagement Nord (VDN), l'achèvement de l'Aéroport International Blaise Diagne (AIDB), l'exécution du projet de pôle urbain initié par le Gouvernement à Diamniadio ainsi que celle du vaste programme public d'habitats sociaux. Le sous-secteur a, par ailleurs, tiré avantage des importants projets immobiliers du secteur privé dans le domaine de l'habitat, de l'hôtellerie et de la construction d'immeubles ou de complexes à vocation de bureaux. Au total, l'activité de construction est ressortie en hausse de 7,0 % en 2015 contre 11,3 % en 2014. La décélération observée, par rapport à 2014, traduit, toutefois, entre autres, la fin du programme Millenium Challenge Account (MCA) qui a permis la réalisation dans les zones du nord et du sud, d'importants projets routiers et d'aménagements hydro-agricoles.

S'agissant du sous-secteur de l'**énergie**, il a crû de 6,2 % en 2015 contre 9,7 % un auparavant. Le ralentissement observé traduit, cependant, les retards enregistrés dans la livraison de certaines centrales électriques, notamment, la centrale à charbon prévue sur le site de Sendou. Toutefois, la branche a bénéficié de la mise en service de la Centrale Tobène Power d'une capacité de 70 mégawatts, au premier trimestre de 2015. Ainsi, tirant profit, par ailleurs, du programme de réhabilitation des capacités de production, la sous-branche « électricité » s'est confortée de 6,1% en 2015. Dans la sous-branche « eau », la poursuite des investissements, dans le cadre du programme d'urgence d'alimentation en eau, a permis de renforcer la production de 4,5% en variation annuelle.

Concernant la fabrication de **produits chimiques**, la recapitalisation des Industries Chimiques du Sénégal (ICS) avec l'entrée dans le capital de l'entreprise du groupe *Indorama*, à hauteur de 100 millions de dollars, a permis de démarrer la réhabilitation de l'outil de production à travers des investissements ciblés. Dans ce contexte, les productions d'acide phosphorique et d'engrais se sont nettement relancées, avec des progressions respectives de 32,8 % et 29 %. Globalement, le sous-secteur a enregistré un bond de 32,4 % en 2015, après une légère hausse de 0,2 % en 2014.

Dans le sous-secteur du **raffinage de pétrole**, la production a connu un regain, après l'arrêt technique de maintenance effectué en 2014. L'activité a, par ailleurs, profité du cours favorable du baril de pétrole sur le marché international. Dès lors, reflétant la reprise du raffinage, les importations d'huiles brutes de pétrole ont progressé de plus de 30 % en 2015 comparativement à 2014, tandis que les

importations de produits raffinés se sont repliées de 5,8 % sur la même période. Au total, le sous-secteur est estimé en hausse de 35,5 % en 2015, suite au recul de 13,7% observé, un an auparavant.

Au titre de l'industrie alimentaire, le sous-secteur de la **transformation et de la conservation de viande et du poisson** s'est conforté de 8,8 %, en 2015, après une légère progression de 0,3 % en 2014. Pour sa part, la fabrication de produits céréaliers alimentaires céréaliers s'est revigorée de 11,6% (contre +0% en 2014).

Dans ce sillage, l'industrie du tabac a affiché une tendance favorable en 2015, avec une croissance estimée à 10,5% après une légère progression de 0,4% en 2014. Cette situation a été favorisée par la reprise des exportations vers les pays touchés par l'épidémie à virus à EBOLA, en l'occurrence, la Guinée, la Sierra Léone et le Libéria. En effet, au total sur l'année, les exportations de tabac se sont, globalement, accrues de 17,5% contre un recul de 6,1% en 2014.

Au-delà, de ces activités qui ont contribué de manière significative à l'évolution du secteur secondaire, d'autres sous-secteurs, bien qu'affichant une croissance positive, ont enregistré une progression moins rapide comparativement à la dynamique globale. Il s'agit, notamment, du sous-secteur de la **métallurgie** qui s'est conforté de 5,1% contre une hausse de 3% en 2014. Le sous-secteur du **travail de bois**, pour sa part, s'est bonifié de 4,2 % après un repli de 4,1 % en 2014. Toutefois, il continue de subir les contrecoups de la concurrence des produits importés qui constitue un véritable obstacle à son développement. S'agissant de l'activité d'**égrenage de coton et de fabrication de textiles**, elle est ressortie en hausse de 2,1 % en 2015 après une contraction de 2,5 % en 2014. Cette timide progression reflète les difficultés structurelles du sous-secteur qui peine depuis plus d'une décennie à retrouver sa vigueur d'antan.

La bonne orientation du secteur secondaire a été, néanmoins, amoindrie par la décélération voire le repli dans certains sous-secteurs d'activités.

Ainsi, dans le sous-secteur des **extractives**, l'activité s'est inscrite en stagnation en 2015 après avoir progressé de 6,3 % en 2014. Ce ralentissement est le résultat de la contraction des productions d'or et d'attapulгите, respectivement de 21,3 % et 7,4 %. La baisse de la production d'or reflète, entre autres, le niveau défavorable des cours sur le marché international mais également, les difficultés d'accès aux zones à forte teneur en or dans certains sites d'extraction. Concernant l'attapulгите, la baisse de la production relevée est imputable au niveau élevé des stocks qui a induit une contraction de l'extraction du produit. Toutefois, ces contreperformances ont été compensées par la bonne tenue de la production de sel (+7,7%), sous l'effet, notamment, de la demande étrangère. Elles ont, également, été atténuées par la production de phosphate (+33,7%) qui s'est nettement relancée suite au démarrage de la réhabilitation de l'outil de production des ICS.

A l'instar des activités extractives, le sous-secteur de la **fabrication de sucre et de confiserie** a enregistré une décélération en 2015 avec une progression de seulement 1,4%, suite à une reprise dynamique (+35,6%) un an auparavant. Ce timide accroissement est le fait de la production de sucre qui n'a crû que de 1% en variation annuelle. En revanche, les quantités de sucre importées sur la période se sont confortées de 17,1% pour combler le niveau de satisfaction de la demande locale.

En ce qui concerne la fabrication de **corps gras alimentaires**, le repli qui s'est opérée en 2014 s'est accentué en 2015, sous l'effet de la baisse des productions d'huiles brutes et raffinées. Le repli de la production d'huile raffinée végétale est, principalement, dû au manque de matières premières et d'intrants de fonctionnement comme le fuel et la soude caustique. Pour sa part, la production d'huile brute d'arachide s'est contractée consécutivement à la baisse de 48,3 % du niveau de collectes de graines (59.998 tonnes de graines d'arachide collectées à fin décembre 2015 contre 116.013 tonnes un an plus tôt). Globalement sur l'année 2015, le sous-secteur est, ainsi, estimé en baisse de 10,5 % contre un repli de 5,2 % en 2014, témoignant, dès lors, des difficultés structurelles de la filière qui durent depuis plusieurs décennies.

Pour sa part, le **travail de grain** s'est rétracté de 10,3% consécutivement à l'année 2014 (-4,8%), en raison des replis dans les productions de farine de blé (-10,2%), d'aliments de volaille (-11%) et d'aliments de bétail (-10,3%). Les difficultés du sous-secteur sont imputables à la faiblesse de la demande intérieure conjuguée à l'accès difficile et à la rude concurrence sur les marchés d'exportation, suite à l'installation de minoteries, dans les pays de la sous-région.

La **fabrication du cuir et des produits à base de cuir** a suivi la même orientation. En effet, le sous-secteur s'est contracté de 13,7% en 2015, après une progression de 5,8% un an auparavant, traduisant, ainsi, les difficultés d'approvisionnement en peaux brutes sur le marché local conjuguées à une demande intérieure peu dynamique. A cela, s'ajoute le recul des cours du cuir sur le marché international, lequel n'a pas encouragé l'activité de production.

La tendance baissière dans le secteur secondaire a été, par ailleurs, accentuée par les replis notés dans la fabrication de boissons (-7,2%), la fabrication de papier et carton (-13,2%) ainsi que dans la construction de matériels de transports (-5,2%). Pour ce qui est du sous-secteur de la construction de matériels de transports, l'activité a subi les contrecoups du ralentissement de l'économie chinoise qui s'est traduit par un repli des activités de réparation navale, en raison de la fréquentation moins dynamique des navires au niveau du Port de Dakar.

Au total, dans le secteur secondaire, en dépit de certaines contreperformances relevées, l'activité s'est globalement maintenue sur bonne tendance consécutivement à l'année 2014. Néanmoins, les vulnérabilités demeurent, du fait de la persistance des contraintes structurelles dans certains sous-secteurs d'activité.

Concernant le **secteur tertiaire**, l'activité a poursuivi sa décélération consécutivement à l'année 2014, reflétant, notamment, le ralentissement des activités commerciales et des activités immobilières combiné à la contraction des services d'hébergement et de restauration. Ainsi, elle est estimée en progression de 3,8 % contre 4,1 % en 2014 (contre +4,8% en 2013).

Pour ce qui est des **activités commerciales**, elles sont estimées en hausse de 3,9 % en 2015 contre 5,4 % l'année précédente. Le ralentissement traduit, essentiellement, le repli du commerce de véhicules, suite au pic enregistré par les ventes en 2014 à l'occasion du sommet de la francophonie organisé à Dakar, de même que la faible progression des ventes de carburant au cours de l'année.

Concernant les **activités immobilières**, elles ont progressé de 3,4 % en 2015 après une hausse estimée à 4,7 % en 2014. Pour leur part, les services d'hébergement et de restauration ont marqué un repli encore plus prononcé qu'un an auparavant, en dépit de la maîtrise de la propagation de l'épidémie à virus « Ebola » dans la sous-région et de l'annulation du visa d'entrée sur le territoire national intervenue le 1^{er} mai 2015. Cette situation est le résultat des problèmes structurels du secteur touristique, dans un environnement mondial encore marqué par le spectre de la crise, notamment, dans la zone euro. Au total, le sous-secteur est estimé en baisse de 3,6 % en 2015 après un repli de 0,9 % en 2014.

La timide progression du secteur tertiaire reflète, par ailleurs, la perte de vitesse du sous-secteur des **postes et télécommunications** (+3,3% en 2015 contre 2% en 2014) comparativement au rythme de progression affiché au cours des dernières années. Le taux de pénétration dans la téléphonie mobile a dépassé la barre des 100%, réduisant, par conséquent, les marges de progression, dans un contexte de forte concurrence entre les différents opérateurs.

L'activité dans le secteur tertiaire a, cependant, été soutenue par la vigueur des activités de transport et de services financiers.

S'agissant des **transports**, le sous-secteur s'est conforté en 2015, avec une hausse de 9,5 % contre une progression de 2,0 % en 2014. La sous-branche « transport terrestre » tire avantage de l'élargissement du réseau routier conjugué à la poursuite du renouvellement du parc roulant dans les transports en commun. Dans le transport ferroviaire, l'activité a, entre autres, bénéficié de la reprise des Industries Chimiques du Sénégal et de la Société Africaine de Raffinage, à travers l'augmentation des acheminements de produits par les rails.

Au niveau des **services financiers**, l'activité a crû de 9,0 % en 2015 contre une hausse estimée à 4,6 % en 2014. La diversification des services bancaires, le développement des nouveaux systèmes de transferts d'argent, mais également, la facilitation de l'accès au crédit, ont été profitables au sous-secteur.

1.1.2. Les emplois du PIB

Au titre de la demande, la **consommation finale** s'est estimée en hausse de 4,9%, après une progression de 5,0% en 2014. Cette progression reflète le renforcement aussi bien de la consommation privée (+5,0 % contre +5,2% en 2014) que celle de la consommation publique (+4,6% contre 3,9% en 2014). Globalement, la consommation finale est évaluée à 93,2 % du PIB en 2015 contre 94,4 % en 2014, soit une amélioration de 1,2 point de pourcentage du taux d'épargne intérieure qui passe de 5,6% en 2014 à 6,8% en 2015.

S'agissant de la **Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)**, elle est ressortie en hausse de 6,1 % en 2015 contre 7,8 % en 2014. Ce ralentissement traduit les lenteurs dans le démarrage de quelques projets d'investissement public. Ainsi, l'investissement public est estimé en progression de 5,5 % en 2015 (contre 13,4 % en 2014) tandis que l'investissement privé a affiché un accroissement évalué à 6,5 % en 2015 contre 5,9 % l'année précédente. Au total, le taux d'investissement, mesuré par la FBCF, s'est tout de même amélioré en ressortant à 25,8 % du PIB en 2015 contre 25,6 % un an auparavant.

Globalement, la **demande intérieure** ressort en hausse, en termes réels, de 6,9 % en 2015 contre 3,7 % un an auparavant, tirée essentiellement par l'investissement.

Concernant la **demande extérieure**, elle serait caractérisée par une hausse, en termes réels, des exportations de biens et services et des importations, respectivement de 12,7 % et 12,0 % en 2015.

1.1.3. Inflation et Compétitivité

Au titre des prix, l'**inflation**, mesurée par le déflateur du PIB, s'est établi à 0 % contre -1,0 % en 2014, dans un contexte de repli du cours du baril de pétrole brut et des principales matières premières. S'agissant de l'inflation, mesurée par l'**indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC)**, elle a affiché une hausse de 0,1 % en 2015 comparativement à 2014. Cette évolution traduit, essentiellement, le renchérissement des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+1,8 %) atténué, toutefois, par la baisse des prix des services « logement, eau, électricité et autres combustibles » (-2,7 %) et « transports » (-2,1 %).

En termes de compétitivité-prix, l'économie sénégalaise a enregistré, en 2015, des gains de compétitivité évalués à 4,5 % par rapport à 2014. Cette performance résulte de la dépréciation du franc CFA (-2,6 %) par rapport au panier de monnaies des partenaires, associée au différentiel d'inflation favorable (-1,9 %).

1.2. PERSPECTIVES ECONOMIQUES EN 2016

L'année 2016 devrait être marquée, au plan interne, par le renforcement du dynamisme de l'activité économique, à la faveur de la poursuite des réformes et des projets d'investissement dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent. En outre, les perspectives mondiales plus favorables mais également les mesures prises à l'échelle régionale pour renforcer la situation sécuritaire et sanitaire devraient être favorables à l'économie nationale.

1.2.1. Les ressources du PIB

Au regard des mesures de redressement et d'accélération des réformes et des projets phares, le taux de croissance du PIB réel est attendu à 6,6% en 2016 contre une estimation de 6,5% en 2015. Ce regain d'activité serait porté principalement par les secteurs primaire et secondaire et, dans une moindre mesure, le secteur tertiaire.

Dans le **secteur primaire**, l'activité devrait se conforter, sous l'effet, notamment, de la consolidation de la croissance dans le sous-secteur agricole. Elle est, ainsi, projetée en hausse de 9,0% en 2016 contre 18,2% en 2015.

Le renforcement du sous-secteur agricole devrait se poursuivre à la faveur des importants programmes dédiés, notamment, sur le riz, l'arachide et l'horticulture. En effet, le Gouvernement s'est fixé des objectifs clairs en matière de politique agricole, lesquels visent à rehausser la contribution de l'agriculture à la création de richesse, le rééquilibrage de la balance commerciale mais également l'amélioration du revenu des producteurs. A cet effet, les projets et programmes continueront de s'appuyer sur le Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS). A travers le PRACAS, le Gouvernement entend, d'une part, porter la production d'arachide à 1 million de tonnes ainsi que les exportations de fruits et légumes à 157.000 tonnes à l'horizon 2017 et, d'autre part, atteindre l'autosuffisance en oignon dès 2016 et celle en riz et en pomme de terre, à partir de 2017. S'agissant de la production de riz, elle profiterait des importantes réalisations en termes d'aménagements, conjuguées aux mesures prises par les autorités pour réguler les importations et promouvoir la consommation du riz local. La production d'arachide, pour sa part, bénéficierait de la poursuite de l'amélioration des quantités de semences certifiées mises à la disposition des agriculteurs. A cet égard, sous l'hypothèse d'un bon déroulement de la saison hivernale, d'une mise à disposition adéquate des intrants et de la maîtrise de la situation phytosanitaire, l'agriculture vivrière et celle industrielle sont projetées respectivement en hausse de 12,8% et 10,6% en 2016. Au total, le sous-secteur est attendu en hausse de 12,3% contre une progression de 31,7% en 2015.

Dans le sous-secteur de **l'élevage**, les efforts de l'Etat, en matière d'amélioration de la productivité et de la compétitivité des filières animales, de la création d'un environnement favorable au

développement des systèmes d'élevage, seront poursuivis. Le sous-secteur tirerait, par ailleurs, avantage de la disponibilité, pour le cheptel, du fourrage et des paturâges, grâce à la bonne saison hivernale de l'année 2015, mais également, des bonnes perspectives concernant la production de lait, sous l'effet des retombées positives de l'insémination artificielle ainsi que de la meilleure organisation de la filière. En outre, la relance de la production d'œufs, grâce à la maîtrise de la maladie de « Marek » qui a touché plusieurs producteurs en 2015, devrait renforcer la dynamique de la branche. A ce titre, le sous-secteur est attendu en hausse de 5,0% en 2016 contre 4,8% en 2015, reflétant, au-delà de la bonne tenue du cheptel, l'amélioration de la production de volaille et de lait.

Dans le sous-secteur de la **pêche**, les orientations définies dans la nouvelle Lettre de Politique Sectorielle (LSP), en termes de régulation de l'accès aux ressources halieutiques, de développement des plans d'aménagement et de restauration des écosystèmes marins, devraient favoriser l'amélioration de l'activité. Par ailleurs, la signature de licences de pêche avec les pays voisins permettra de rehausser, significativement, le niveau des débarquements. Ainsi, globalement, l'activité du sous-secteur de la pêche devrait se renforcer de 4,0% contre -1,0 % en 2015.

Dans le **secteur secondaire**, la poursuite de l'exécution des projets phares du PSE conjuguée à la consolidation de la relance des grandes industries devraient être bénéfiques à l'activité. Celle-ci est, ainsi, prévue en hausse de 9,1 % en 2016 contre 7,1% en 2015. Ce regain de dynamisme serait portée, notamment, par la vigueur des sous-secteurs des bâtiments et travaux publics (BTP), des matériaux de construction, du raffinage de pétrole, de l'énergie et des produits chimiques conjuguée à la relance attendue dans les activités extractives et les industries alimentaires.

Concernant le sous-secteur de la **construction**, la situation serait marquée, notamment, par l'accélération des travaux d'achèvement de l'Aéroport International Blaise Diagne (AIBD), la poursuite des travaux de prolongement de la VDN et de l'autoroute à péage jusqu'à AIBD et Mbour, et le démarrage effectif des travaux de construction de l'autoroute à péage Thiès-Touba. A cela, s'ajoutent le programme d'habitat social de l'Etat ainsi que les travaux d'installation de la plateforme industrielle de Diamniadio. Au total, l'activité du sous-secteur est projetée en hausse de 11 % en 2016 (contre 7 % en 2015).

Dans ce contexte, l'activité de **fabrication de matériaux de construction** devrait tirer profit de la demande accrue de ciment. Par ailleurs, l'élargissement du marché d'exportation devrait constituer un atout dans la poursuite du développement du sous-secteur. Par conséquent, l'activité de la branche est attendue en progression de 12,7 % en 2016.

Pour ce qui est du **raffinage de pétrole**, suite à la reprise enregistrée en 2015, la bonne tenue de la demande intérieure et l'effet favorable de la baisse des cours du pétrole contribueraient à renforcer l'activité du sous-secteur. Ainsi, celle-ci est projetée en hausse de 7,6 % contre une hausse

de 35,5% en 2014. En perspective à moyen et long termes, les investissements devront être portés sur la poursuite de la réhabilitation des outils de production ainsi que sur l'extension des capacités de stockage en vue de renforcer la compétitivité de la branche.

S'agissant du sous-secteur de **l'énergie**, l'amélioration de la fourniture d'électricité devrait se poursuivre grâce à la mise en service dans le domaine de l'électricité de la Centrale de Tobène (70 Mégawatts) mais également à la livraison prévue en 2016 de la centrale duale fioul de Cap des biches (85 MW) et de celles solaires de Méoune (20 MW) et de Bokhole (20 MW). Les capacités seraient, en outre, renforcées par l'importation du gaz mauritanien pour une capacité de 40 MW. Aussi, la sous-branche devrait-elle bénéficier de la mise en œuvre du Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC) qui vise, en la matière, à porter le taux d'électrification rurale à 67% en 2017. Dans la sous-branche « eau », la mise en œuvre du programme d'urgence, visant à combler le déficit de production de la SDE, devrait renforcer la production. Ainsi, globalement, le sous-secteur de l'énergie est prévu en hausse de 6,9 % en 2016.

Dans la **fabrication de produits chimiques**, le redressement observé en 2015, suite à la recapitalisation des Industries Chimiques du Sénégal au dernier trimestre de 2014, devrait se poursuivre, à la faveur des investissements pour la remise en l'état de l'outil de production de l'entreprise. Ainsi, sous l'effet, principalement, de la progression des productions d'acide phosphorique et d'engrais, le sous-secteur est attendu en accroissement de 23,5 % en 2016 contre une hausse en 2015 estimée à 32,4 %.

En ce qui concerne les **activités extractives**, les meilleures perspectives concernant la production d'or conjuguées à la poursuite de la reprise des Industries Chimiques du Sénégal (ICS), devraient être déterminantes dans la relance du sous-secteur en 2016. Cette situation devrait être renforcée par la bonne tenue des productions de sel et d'appulgite. Au total, le sous-secteur se conforterait de 14 % après une stagnation en 2015.

S'agissant des **industries alimentaires**, suite au repli observé en 2015 (-10,5 %) dans le sous-secteur des corps gras alimentaires, l'activité devrait se relancer avec une progression attendue à 10 % en 2016, à la faveur des perspectives de redressement dans l'huilerie et de l'arrivée sur le marché de nouvelles industries d'huilerie. Le sous-secteur de la transformation et conservation de viande et poisson, pour sa part, se renforcerait de 5,6 % en 2016 contre une hausse de 8,8 % en 2015.

Dans la **fabrication de sucre et de confiserie**, après le ralentissement observé en 2015 (+1,4%), l'activité afficherait un relèvement de 6,5 % en 2016, à la faveur, notamment, du regain d'activité attendu dans la production sucrière. En effet, celle-ci bénéficierait de l'augmentation des superficies emblavées destinées à la production de la canne à sucre de même que de la mise à niveau des unités de production, dans la perspective de porter leur capacité à 200.000 tonnes par an.

Quant au sous-secteur du **travail de grain**, un redressement de l'activité avec une progression de 8 % est attendue en 2016, suite à la contraction affichée en 2014 (-10,3 %). Ce regain d'activité serait imputable à la bonne production de céréales lors de la campagne agricole 2015/2016, notamment, en ce qui concerne le riz.

S'agissant du **secteur tertiaire**, l'activité devrait s'améliorer avec une progression attendue à 5,3 % après un timide accroissement de 3,8 % en 2015. Ce regain reflèterait, principalement, la vigueur des activités de commerce, de transport, de services financiers et des activités immobilières combinée à la reprise dans les services d'hébergement et de restauration.

Les **activités commerciales** devraient tirer profit du cadre interne favorable mais également de la détente des cours des produits de base sur le marché international. Le sous-secteur bénéficierait, en outre, de la bonne tenue de la demande en biens d'équipement et de consommation. Ainsi, il est attendu en hausse de 5 % en 2016 contre une estimation de 3,9 % en 2015.

Dans le sous-secteur du **transport**, l'activité se maintiendrait sur une bonne dynamique en 2016, grâce à un environnement interne davantage propice, marqué par la poursuite de l'élargissement du réseau routier, le renouvellement du parc des transporteurs ainsi que par de meilleures perspectives dans le transport ferroviaire. Par ailleurs, l'amélioration de la compétitivité du Port Automone de Dakar renforcerait le trafic de même que le frêt maritime. Dans ce contexte, le sous-secteur est projeté en hausse de 9,5 % en 2016.

Les **services financiers**, pour leur part, poursuivraient leur dynamisme à la faveur de la poursuite de la facilitation de l'accès au crédit et du développement des services rapides de transfert d'argent. Le renforcement du dispositif créé autour du FONGIP et de la BNDE serait, en outre, profitable aux financements des PME/PMI. Globalement, la croissance du sous-secteur est attendue à 11 % en 2016 (contre 9,0 % en 2015).

Dans les **services d'hébergement et de restauration**, après deux années consécutives de repli, le sous-secteur devrait renouer avec la croissance avec une progression attendue à 7,5% (contre -3,6% en 2015) à la faveur de la maîtrise de l'épidémie à virus « Ebola » dans les pays touchés. En revanche, la menace sécuritaire continuera de demeurer un facteur de risque.

Le secteur tertiaire devrait, par ailleurs, être marqué par l'amélioration de l'activité dans les services immobiliers (+4,5% contre 3,4% en 2015), grâce, notamment, à la poursuite de la mise en œuvre du programme d'habitat social du Gouvernement. De même, l'activité des postes et télécommunications se renforcerait avec une progression attendue à 4,5%, dans un contexte de forte concurrence, malgré l'incertitude quant au démarrage du développement de la 4G.

1.2.2. Les emplois du PIB

En 2016, la **consommation finale** est projetée en hausse de 4,6% contre une progression de 4,9% en 2015. Elle devrait représenter 90,7% du PIB en 2016 contre 93,2 % en 2015, reflétant, ainsi, un raffermissement du taux d'épargne intérieure qui devrait passer de 6,8 % en 2015 à 9,3% en 2016.

L'investissement, mesuré par la **Formation brute de capital fixe** (FBCF), devrait, pour sa part, croître au rythme de 7,7 % contre 6,1 % en 2015. L'investissement public prévu en hausse de 7,6 %, tirerait avantage de la mise en œuvre des importants projets prévus dans le PSE. L'investissement privé devrait, également, être dynamique, à la faveur du contexte interne favorable marqué, notamment, par la volonté du Gouvernement à associer, de manière effective, le secteur privé à l'exécution du PSE. Ainsi, le taux d'investissement, mesuré par la FBCF, est projeté à 25,9 % en 2016 contre une estimation de 25,8 % en 2015.

Au total, la **demande intérieure** devrait se conforter en termes réels de 6,6% en 2016 contre 6,9 % en 2015.

S'agissant de la **demande extérieure**, les importations et les exportations de biens et services sont attendues respectivement en hausse de 7,9% et 8,4% en 2016 (contre 12% et 12,7% en 2015) en termes réels.

1.2.3. Inflation

L'**inflation**, mesurée par le déflateur du PIB, est projetée à 2,0 % en 2016 contre une estimation de 0,0 % en 2015. L'inflation, mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), serait, pour sa part, maintenue en deça du seuil communautaire de 3%, retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein de l'UEMOA.

2. LES FINANCES PUBLIQUES

2.1. EXERCICE BUDGETAIRE EN 2015

En 2015, la gestion des finances publiques a été caractérisée par la bonne tenue des agrégats budgétaires confortant ainsi le rythme de réduction du déficit budgétaire observé depuis 2012. En effet, le solde budgétaire a enregistré un recul de 0,3 point de pourcentage, en passant de 384 milliards (5,1% du PIB) en 2014 à 387 milliards (soit 4,8% du PIB) en 2015. Cette amélioration est le résultat, d'une part, de la mobilisation satisfaisante des ressources, à la faveur d'un environnement économique favorable et des stratégies déclinées par les régies (renforcement du contrôle fiscal et du suivi des prises en charge), et d'autre part, de la poursuite de la rationalisation des charges de fonctionnement.

2.1.1. Les Recettes budgétaires

Les ressources totales se sont inscrites en hausse de 5,2%, passant, ainsi, de 1927 milliards en 2014 à 2026,3 milliards en 2015. Elles sont composées de recettes budgétaires pour 1708,8 milliards, du reliquat au titre des ressources « MITTAL » de 28,2 milliards, de dons pour un montant de 232 milliards et des ressources du FSE pour 57,4 milliards. L'augmentation des ressources reflète, principalement, la progression des recettes budgétaires qui a permis de juguler la réduction des dons et celle des ressources MITTAL.

Les recettes budgétaires ont enregistré, globalement, une augmentation de 8,5% imputable aussi bien aux **recettes fiscales** (1597,1 milliards) qu'à celles non fiscales (111,7 milliards) en hausse, respectivement, de 7% et 21,1%. Au titre des recettes fiscales, la progression observée résulte de la bonne tenue des impôts directs (+10%), des impôts indirects (+6%) ainsi que des droits de douane.

Les impôts directs, mobilisés à hauteur de 456,9 milliards en 2015, ont, ainsi, enregistré un accroissement de 41,5 milliards (+10%). Cette hausse est attribuable, essentiellement, à la progression de l'impôt sur les sociétés (147,3 milliards) et de l'impôt sur le revenu (261,1 milliards) respectivement de 10,1% et 11,3%. Le dynamisme de l'activité en 2014 (base de calcul de l'IS de 2015) ainsi que les actions menées, en 2015, par l'administration fiscale en termes de contrôle et de suivi, ont contribué à la bonne tenue du recouvrement de l'IS et de l'IR.

S'agissant des impôts indirects, les taxes sur biens et services intérieurs (hors FSIPP) sont ressorties à 426,5 milliards, soit une progression de 57 milliards (+6%) sur une base annuelle. Ce redressement traduit les bons niveaux de recouvrement enregistrés sur la TVA intérieure hors pétrole (+8,9%), la taxe spécifique (+4,5%) et la taxe sur les activités financières (+4,1%) qui sont ressortis à 241,4 milliards, 107,4 milliards et 47,7 milliards respectivement. La progression de la TVA intérieure a bénéficié, globalement, de la baisse des crédits de TVA couplée à un dynamisme de l'activité, notamment, au niveau des industries et des BTP. Néanmoins, des replis ont été relevés dans la mobilisation de la TVA intérieure pétrole (-1 milliard) et de la Contribution spéciale des Mines et Carrières (CSMC) (-0,3 milliard).

Les droits d'enregistrement et de timbre sont, pour leur part, ressortis à 66,9 milliards contre 56,4 milliards un an auparavant, soit une amélioration de 18,6% (+10,5 milliards). Celle-ci reflète à la fois la bonne tenue des droits de timbre et des droits d'enregistrement qui se sont accrus respectivement de 35% et 11,6%, pour s'établir à 22,7 milliards et 44,2 milliards.

Au niveau du cordon douanier, les recettes sont évaluées à 578,6 milliards en 2015 contre 545,6 milliards un an auparavant, soit une augmentation de 6,1% (+33 milliards). Cette hausse est le fait de la TVA à l'import (352,5 milliards) et, dans une moindre mesure, des droits de porte (226,1 milliards) en progression respectivement de 8,7% et 2,2%.

S'agissant particulièrement des recettes sur les produits pétroliers, elles ont été globalement recouvrées à hauteur de 288,3 milliards en 2015 contre 270,9 milliards en 2014, soit une progression de 6,4%. Cette amélioration traduit, principalement, la bonne tenue de la TVA globale sur le pétrole (128,2 milliards), de la taxe spécifique¹ (61,5 milliards) et du FSIPP (68,2 milliards) qui ont enregistré des hausses respectives de 14,1%, 3,2% et 8,9%.

Au total, la **pression fiscale** est ressortie à 19,8% en 2015, contre 19,2% du PIB en 2014. Ce relèvement traduit, entre autres, la bonne tenue de l'activité économique, le renforcement des mesures de contrôle ainsi que les effets de l'élargissement progressif de l'assiette fiscale.

Quant aux **recettes non fiscales**, elles se sont inscrites en hausse de 21,1% pour se situer à 111,7 milliards en 2015. Cette amélioration est portée, notamment, par la progression de 17,1 milliards des revenus des domaines, la hausse de 2,1 milliards des dividendes ainsi que par le recouvrement de la prime « Assurance Risque Climat » pour un montant de 9 milliards en 2015. Ces progressions ont permis de contenir les baisses de 8,9 milliards et 3,5 milliards intervenues, respectivement, sur les commissions de transfert (-53,6%) et le « prélèvement spécial sur les télécoms » (-79,8%).

2.1.2. Les Dons

En 2015, les dons se sont inscrits en baisse de 8,5% pour se situer à 232 milliards, en raison d'un faible niveau de mobilisation. Cette contraction a été aussi bien le fait des dons budgétaires (31,2 milliards) que de ceux en capital (200,8 milliards) qui ont enregistré des replis de 22,5% et 5,8% respectivement.

2.1.3. Les Dépenses publiques

Les dépenses totales et prêts nets sont ressortis à 2411,5 milliards à fin 2015 contre 2318,7 milliards en 2014, soit un accroissement de 92,8 milliards (+4%). Cette progression modérée résulte de la hausse des dépenses courantes et de celles d'investissement respectivement de 6,7% et 0,9%.

S'agissant des dépenses courantes, elles sont passées de 1409,3 milliards à 1504,4 milliards entre 2014 et 2015, soit une progression de 6,7% imputable à la hausse des charges d'intérêts sur la dette publique, aux dépenses de fonctionnement ainsi qu'aux charges de personnel. Les paiements au titre des intérêts sur la dette publique ont augmenté de 28,8 milliards (22%) pour s'établir à 159,8 milliards en 2015, sous l'effet essentiellement des intérêts sur la dette extérieure. Quant aux dépenses de fonctionnement, elles sont évaluées à 818,5 milliards, soit une hausse modérée de 3,2% impulsée par les transferts et subventions qui se sont confortées de 24,1% pour s'établir à 434,2 milliards. En revanche, les charges de fournitures et d'entretien se sont inscrites en baisse de 13,3% pour ressortir à 384,3 milliards, en liaison avec la poursuite des mesures de la rationalisation des dépenses publiques.

¹ Hors Taxe d'Usage de la Route (TUR)

Encadré : la rationalisation des dépenses publiques en 2015

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme économique et financier en 2015, la rationalisation des dépenses de consommation publique a constitué un axe majeur au titre du processus de renforcement de la gestion budgétaire. L'objectif visé est de dégager des marges budgétaires dans le fonctionnement au bénéfice de l'investissement dans les infrastructures et le capital humain. A cet effet, des avancées notables ont été enregistrées en termes de maîtrise de la masse salariale, les dépenses de fonctionnement ainsi que dans la prise en compte des charges courantes intégrées dans l'investissement.

Concernant la masse salariale, la stratégie de rationalisation s'est traduite par une maîtrise de l'exécution à hauteur de 526 milliards, soit dans la limite retenue dans le cadrage. Ces résultats ont été obtenus grâce, notamment, au : (i) renforcement du dispositif de contrôle des indemnités pour travaux supplémentaires et sur les heures supplémentaires et ; (ii) plafonnement de l'intégration des corps émergents dans la fonction publique.

S'agissant des charges de fonctionnement, elles sont marquées en 2015 par le repli des dépenses en fournitures et entretien. Cette marge a pu être réalisée grâce aux mesures d'économie engagées à travers, en particulier: (i) la résiliation progressive des logements conventionnés ;(ii) la réduction de la facture de téléphone de l'Administration et ; (iii) la réduction des dotations consacrées aux dépenses non prioritaires (cérémonies, conférences etc.).

Par ailleurs, en plus de ces actions, l'État a engagé un ensemble de réformes à travers : (i) l'institutionnalisation de la réserve de précaution et son élargissement aux dépenses de fonctionnement ; (ii) la limitation de la part des dépenses de fonctionnement incluses dans les projets d'investissement ; (iii) la suppression des projets dits d'appui institutionnel dont le caractère indispensable n'est pas démontré et ; (iv) l'extension progressive de la signature de contrats de performance avec les agences d'exécution.

Pour ce qui est des dépenses de personnel, elles sont chiffrées à 526,1 milliards en 2015 contre 485,4 milliards un an auparavant, soit une progression de 8,4%. Les mesures ont été mises en œuvre dans le courant de l'année pour contenir l'évolution de la masse salariale. Il s'agit, notamment, du plafonnement des heures supplémentaires, mais également de la maîtrise de l'intégration des corps émergents dans la fonction publique. Le ratio "masse salariale rapportée aux recettes fiscales" s'est, dès lors, établi à 32,7% contre 33% en 2014, soit en deçà du plafond de 35% retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale.

Concernant les dépenses d'investissement, elles se sont légèrement accrues de 8 milliards pour ressortir à 907,2 milliards en 2015. Cette modeste augmentation traduit, entre autres, le retard dans le démarrage de certains grands projets d'investissement dans le cadre du PSE. Elle a été portée par les dépenses d'investissement sur ressources extérieures, qui se sont établies à 405 milliards, soit une augmentation de 3,6% (+14,2 milliards) comparativement à l'année 2014. Elles ont été exécutées sous forme de prêts projets pour 204,3 milliards et de dons en capital pour un montant de 200,8 milliards. Quant aux dépenses en capital sur ressources intérieures, elles ont été exécutées à hauteur de 502,2 milliards en 2015, soit un repli de 1,2% (-6,1 milliards). Au total, le ratio « dépenses en capital sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales » est ressorti à 31,4%, traduisant, cependant, les efforts consistants de l'Etat dans le cadre du financement des investissements publics.

2.1.3. Le Financement

En 2015, le financement du déficit budgétaire à hauteur de 387 milliards s'est opéré à travers, notamment, un financement extérieur net à hauteur de 341,4 milliards et un financement intérieur net de 41,1 milliards. S'agissant du financement extérieur, il a reposé, essentiellement, sur des tirages sur les prêts à hauteur de 233,8 milliards (dont 29,5 milliards de tirages trésorerie et 204,3 milliards sur les prêts projets), et la sollicitation du marché sous-régional des titres pour un montant net de 183 milliards. Quant à l'amortissement de la dette extérieure, elle est ressortie à 61,7 milliards.

Quant au financement intérieur, il s'est traduit principalement par un engagement net vis-à-vis des banques commerciales de 46,8 milliards et un désengagement de 5,7 milliards à l'égard de la BCEAO reflétant le remboursement du dépôt koweïtien.

2.1.4. La Dette publique

L'encours de la dette publique totale est passé de 4112,9 milliards en 2014 à 4597,7 milliards à fin 2015, soit un accroissement de 11,8% contre une progression de 23,1% un an auparavant. Quant au ratio de l'encours de la dette publique par rapport au PIB, il est ressorti à 57,1% en 2015 contre 54,4% un an auparavant, soit en dessous de la norme de 70% retenue dans le cadre du pacte de convergence de l'UEMOA. L'encours est composé de la dette extérieure et de celle intérieure pour des montants respectifs de 3317,9 milliards et 1279,7 milliards.

Quant au service de la dette publique extérieure en 2015, il a représenté, respectivement, 11,1% des recettes budgétaires et 8% des exportations de biens et services, contre des plafonds respectifs de 22% et 25% retenus dans le cadre de l'analyse de viabilité de la dette publique.

2.2. PERSPECTIVES BUDGETAIRES EN 2016

La gestion budgétaire de 2016 s'appuiera, essentiellement, sur les orientations déclinées dans le programme économique et financier lesquelles visent, notamment, le renforcement de la gestion des finances publiques et la maîtrise du déficit budgétaire. Elle sera, par ailleurs, axée sur les priorités du PSE ; à cet effet, la rationalisation des dépenses de fonctionnement sera poursuivie pour créer assez d'espace budgétaire afin de prendre en charge de manière effective le financement des projets d'investissement. Globalement, le déficit budgétaire (dons compris) attendu à 372,4 milliards devrait passer de 4,8% du PIB en 2015 à 4,2% du PIB 2016, soit une réduction de 0,6 point de PIB.

2.2.1. Les Recettes budgétaires

Les ressources totales de l'État, projetées en hausse de 7,4%, devraient passer de 2026,3 milliards en 2015 à 2176 milliards en 2016. Elles sont réparties en recettes budgétaires pour 1892 milliards, en ressources du FSE pour 45 milliards et en dons pour un montant de 239 milliards. Pour ce qui est des versements au titre des ressources « Mittal », ils ont pris fin en 2015.

Corrigées des ressources « Mittal » mobilisées en 2015, les recettes budgétaires devraient progresser de 8,9% sur une base annuelle. Cette hausse serait impulsée par la progression des recettes fiscales attendue à 11,4%, à la faveur, notamment, du bon niveau de recouvrement escompté au titre des impôts directs, des impôts indirects ainsi que des dividendes et produits financiers. Elle refléterait, par ailleurs, les efforts des services fiscaux en termes de renforcement des contrôles, de lutte contre la fraude et de maîtrise des dépenses fiscales.

Au titre des impôts directs, les recouvrements sont attendus à 507,5 milliards, soit une amélioration de 11,1% qui serait portée par l'accroissement de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés (IS) projetés respectivement à 291,2 milliards (+11,5%) et 160,8 milliards (+9,2%). La bonne tenue escomptée de l'IS est en liaison avec le renforcement de l'activité économique en 2015. Quant à l'IRVM (31,6 Mds) et à la CFCE (20 milliards), ils devraient progresser respectivement de 4,3 milliards et 1,9 milliards en 2016.

Pour ce qui est des impôts indirects, ils sont projetés à 1106,9 milliards contre 1005,1 milliards un an auparavant, soit une amélioration attendue à 10,1%. Ils seraient constitués des taxes intérieures sur biens et services projetés à 494,5 milliards, des recettes douanières pour 612,4 milliards, des droits d'enregistrement et de timbre pour 57,6 milliards ainsi que du FSIPP pour 107 milliards. S'agissant des taxes sur biens et services, elles se conforteraient de 15,9%, sous l'effet, principalement, de la TVA

intérieure hors pétrole (+43,8 milliards), de la taxe spécifique pétrole² (+10,5 milliards) et de la taxe sur les activités financières (+7,7 milliards). Quant aux recettes au cordon douanier, elles sont prévues en hausse de 33,8 milliards (+5,8 milliards).

Les recettes pétrolières sont projetées globalement à 332,8 milliards en 2016 et enregistreraient ainsi un accroissement de 15,4% en rythme annuel. Cette amélioration serait, notamment, le fait du bon niveau de recouvrement du FSIPP (+56,9%), des taxes spécifiques (+17,1%) et des droits de porte (+11%).

Au total, la pression fiscale est attendue à 20,3% en 2016 contre 19,8% en 2015, permettant ainsi d'atteindre le nouveau plancher communautaire fixé à 20%.

Quant aux dons, ils devraient progresser modérément en passant de 232 milliards à 239 milliards entre 2015 et 2016, soit une hausse de 3%. Les dons budgétaires passeraient de 31,2 milliards à 35 milliards, soit un accroissement de 12,1% (+3,7 milliards). Les dons en capital projetés à 204 milliards, devraient, pour leur part, enregistrer une légère hausse de 1,6% (+3,2 milliards).

S'agissant des recettes non fiscales, elles sont projetées à 113 milliards en 2016, soit en hausse de 1,2%. Cette légère progression est en liaison, entre autres, avec les versements exceptionnels enregistrés en 2015 au titre des revenus des domaines et de la prime « Assurance risque climat ». Ainsi, en ce qui concerne les revenus des domaines, ils sont attendus en repli de 9,1 milliards en 2016.

2.2.2. Les Dépenses publiques

Les dépenses totales et prêts nets sont projetés à 2548,4 milliards en 2016 contre une réalisation de 2411,5 milliards en 2015, soit un accroissement de 5,7%. La programmation des dépenses s'inscrit dans un contexte marqué par la poursuite de la rationalisation des charges de fonctionnement conjuguée à la mise en œuvre des programmes d'investissement dans le cadre du PSE.

En effet, les dépenses courantes, programmées à 1503,4 milliards en 2016 s'inscrivent en léger repli de 0,1% comparativement à 2015. Cette situation s'explique, notamment, par la baisse des dépenses de fonctionnement atténuée par le relèvement des charges d'intérêt sur la dette et des dépenses de personnel.

S'agissant des charges de fonctionnement, elles devraient passer de 818,5 milliards en 2015 à 766,8 milliards en 2016, enregistrant, ainsi, une baisse de 6,3%. Elles sont composées de dépenses en fournitures et d'entretien pour 377 milliards, de dépenses au titre des transferts et subventions pour un montant de 369,8 milliards et d'un montant de 20 milliards en dépenses courantes au titre du FSE.

² Hors Taxe d'Usage de la Route (TUR)

Concernant les charges de personnel, les mesures de maîtrise de la masse salariale seront poursuivies afin de consacrer plus de ressources aux investissements. Elles sont prévues à hauteur de 572,6 milliards, soit une progression de 8,8% par rapport à 2015. Ainsi, le ratio de la masse salariale rapportée aux recettes fiscales est projeté à 32,2% contre 32,9% un an auparavant.

Les dépenses d'investissement, pour leur part, sont programmées à 1045 milliards en 2016 contre des réalisations de 907,2 milliards en 2015, soit une augmentation de 137,9 milliards (15,2%) imputable principalement aux dépenses en capital sur ressources internes. En effet, les investissements financés sur ressources internes sont prévues à 611 milliards en 2016, soit une amélioration conséquente de 108,9 milliards (+21,7%) traduisant ainsi la volonté affichée des autorités d'accélérer la mise en œuvre des projets prioritaires du PSE. Cette orientation se reflète à travers le relèvement de la part des recettes fiscales consacrée à l'investissement qui devrait se situer à 34,3% au titre de l'année 2016 contre 31,4% en 2015. S'agissant des dépenses d'investissement sur ressources extérieures, elles se conforteraient de 7,2% pour se situer à 434 milliards.

2.2.4. Le Financement

Le financement du déficit budgétaire au titre de l'année 2016, projeté à 372 milliards, est pris en charge à travers un financement extérieur net de 351,4 milliards et un financement intérieur net de 20,7 milliards.

Le financement extérieur serait mobilisé, essentiellement, à partir des tirages sur prêts évalués à 287 milliards mais également à travers la sollicitation du marché sous-régional pour un montant net de 138,2 milliards. Au titre des tirages, les prêts projets représenteraient un montant de 214 milliards tandis qu'un montant de 73 milliards est escompté des tirages de trésorerie. L'amortissement de la dette extérieure est, pour sa part, projeté à 73,8 milliards.

Pour ce qui est du financement intérieur, il devrait se traduire par un engagement net vis-à-vis des banques commerciales de 58,5 milliards et un désengagement par rapport à la BCEAO de 37,7 milliards.

2.2.3. La Dette publique

L'encours de la dette publique totale est projeté à 4969,8 milliards à fin 2016, soit une hausse de 8,1% comparativement à 2015. Il représenterait 56,8% du PIB contre 57,1% un an auparavant et demeurerait en dessous de la norme de 70% retenue dans le cadre du pacte de convergence de l'UEMOA.

3. LA BALANCE DES PAIEMENTS

3.1. ESTIMATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2015

En 2015, les échanges extérieurs se sont traduits par une amélioration du compte des transactions courantes. En dépit de la baisse de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières, le solde global de la balance des paiements a dégagé un excédent de 154,9 milliards après un solde excédentaire de 219,7 milliards en 2014.

3.1.1. Evolution de la balance courante

Le déficit du compte des **transactions courantes** est estimé à 570,3 milliards (+7,1% du PIB) en 2015 contre 665,9 milliards (+8,8% du PIB) en 2014, soit une amélioration de 1,7 point de pourcentage. Cette situation reflète la nette amélioration des soldes de la balance commerciale (+89,9 milliards) et du compte des transferts courants (+44,0 milliards), atténuée, toutefois, par la détérioration des services nets (-4,6 milliards) et des revenus nets (-33,7 milliards).

La **balance des biens** est ressorti en déficit de 1293,3 milliards en 2015 contre 1383,2 milliards en 2014, soit une amélioration de 89,9 milliards, liée à la hausse plus marquée des exportations (+191,9 milliards) que celle des importations (+102,0 milliards). Au titre des exportations, la hausse relevée est en liaison, en partie, avec la bonne tenue des ventes à l'étranger de produits arachidières (+57,3 milliards), d'acide phosphorique (+42,7 milliards), de phosphate (+22,8 milliards) et de ciment (+13,2 milliards). Concernant les produits arachidières, ils bénéficient de l'intérêt accru des partenaires étrangers, notamment, la Chine. S'agissant des exportations d'acide phosphorique et de phosphate, elles ont tiré profit de la relance des Industries Chimiques du Sénégal (ICS). Les ventes à l'étranger de ciment ont bénéficié, pour leur part, des meilleures perspectives de croissance dans la sous-région ainsi que de l'élargissement du marché d'exportation.

Pour ce qui est des importations, l'augmentation enregistrée est tirée, principalement, par les achats à l'étranger de biens d'équipements (+195,9 milliards), de produits alimentaires (+31,4 milliards), de produits intermédiaires (+29,1 milliards). S'agissant des biens d'équipements et produits intermédiaires, les progressions observées sont à la faveur, respectivement, de la mise en œuvre du PSE et de la relance des industries. En revanche, les importations en valeur de produits pétroliers se sont repliées de 162,1 milliards, en raison principalement des importations de produits finis (-165 milliards) dont le repli est imputable aussi bien à la reprise de l'activité de la Société Africaine de Raffinage (SAR) qu'au recul des cours du baril de pétrole sur le marché international.

Concernant la **balance des services**, elle est passée d'un déficit de 65,6 milliards à -70,2 milliards entre 2014 et 2015, soit une détérioration de 4,6 milliards en liaison avec l'augmentation du fret, sous l'effet des importations de biens. Quant à la **balance des revenus**, elle a connu une

dégradation plus marquée (-33,7 milliards), en ressortant en déficit de 220,2 milliards en 2015, contre -186,5 milliards un an auparavant. Cette situation est le reflet, notamment, de la hausse des paiements d'intérêts au titre de la dette publique extérieure (+26,9 milliards).

Quant **aux transferts courants nets**, ils se sont établis à 1013,3 milliards, soit en hausse de 44,0 milliards par rapport à 2014. Cette progression est en relation, notamment, avec le renforcement de 47,2 milliards des envois de fonds des migrants qui sont estimés à 963,9 milliards en 2015, contre 916,7 milliards un an auparavant.

3.1.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières

Le solde du **compte de capital et d'opérations financières** est évalué, en 2015, en excédent de 725,2 milliards contre 880,7 milliards en 2014, soit un recul de 155,5 milliards imputable principalement au compte d'opérations financières (+146,1 milliards).

En effet, le solde du compte des opérations financières est estimé à 517,1 milliards en 2015 contre 663,2 milliards une année auparavant, soit un repli de 146,1 milliards, attribuable aux capitaux publics nets qui se sont contractés de 307,0 milliards. La baisse des capitaux publics en 2015 traduit le volume important des financements mobilisés en 2014 à travers, entre autres, l'*Eurobond* et le crédit Suisse.

Le solde du compte de capital est, pour sa part, ressorti à 208,1 milliards en 2015 contre 217,5 milliards en 2014, sous l'effet de la diminution des transferts en capital au profit du secteur public.

3.2. PREVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2016

En 2016, la situation des échanges avec le reste du monde devrait être marquée par une **amélioration du déficit du compte des transactions courantes** (553,5 milliards en 2016 contre 570,3 milliards en 2015) conjuguée à une détérioration du compte de capital et d'opérations financières. Globalement, le solde de la balance des paiements devrait ressortir en excédent de 43,5 milliards, soit une dégradation de 111,4 milliards par rapport à 2015.

3.2.1. Evolution de la balance courante

Le déficit du **compte courant** est projeté à 553,5 milliards en 2016, contre 570,3 milliards en 2015, traduisant, ainsi, une amélioration de 16,8 milliards imputable principalement aux transferts courants. Rapporté au PIB, le déficit courant ressortirait à 6,3% du PIB contre 7,1% du PIB en 2015.

Le déficit de la **balance commerciale** devrait s'établir à 1294,6 milliards en 2016, contre 1293,3 milliards en 2015, soit une légère dégradation de 1,3 milliard en liaison avec la hausse légèrement plus importante des importations (+130,4 milliards) que celles des exportations de biens (+129,1 milliards). En revanche, le déficit commercial mesuré en pourcentage du PIB devrait s'améliorer en passant de 16,1% à 14,8% sur la période.

La **balance des services**, pour sa part, présenterait un déficit de 69,8 milliards, soit en légère amélioration (+0,4 milliard) par rapport à 2014.

Concernant la **balance des revenus**, son déficit se dégraderait de 33,5 milliards en passant de 220,2 milliards à 253,7 milliards entre 2015 et 2016, sous l'effet, notamment, de l'augmentation du rapatriement des revenus des investissements directs (+17,1 milliards). Quant aux paiements au titre des intérêts sur la dette publique extérieure, ils afficheraient un léger accroissement de 0,4 milliard.

Pour ce qui est des **transferts courants nets**, ils s'établiraient à 1064,5 milliards en 2016 après 1013,3 milliards en 2015, soit une amélioration de 51,2 milliards. Ce renforcement serait imputable essentiellement à la bonne tenue attendue des envois de fonds des travailleurs (+41,8 milliards).

3.1.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières

Le solde du compte de capital et d'opérations financières dégagerait un excédent de 597 milliards en 2016, contre 725,2 milliards en 2015, soit une détérioration de 128,2 milliards, attribuable, essentiellement, au compte d'opérations financières (-130,2 milliards). En effet, l'excédent du compte des opérations financières s'établirait à 386,9 milliards en 2016, contre 517,1 milliards en 2015, sous l'effet des capitaux privés.

L'excédent du compte de capital devrait, pour sa part, s'améliorer de 2 milliards pour ressortir à 210,1 milliards en 2016.

4. LA SITUATION MONETAIRE

4.1. ÉVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2015

La situation des institutions monétaires en 2015 fait ressortir une amélioration des avoirs extérieurs nets (+154,9 milliards), une augmentation du crédit intérieur de 11,2% et une expansion de la masse monétaire de 13,4%.

4.1.1. Les avoirs extérieurs nets

La position extérieure nette des institutions monétaires est estimée à 1232,9 milliards en 2015 contre 1078 milliards en 2014, soit un renforcement de 154,9 milliards reflétant l'amélioration des avoirs extérieurs nets de la BCEAO (+98,6 milliards) et, dans une moindre mesure, de celle des banques commerciales (+56,4 milliards).

4.1.2. Le crédit intérieur

En 2015, l'encours du crédit intérieur est estimé à 2932,7 milliards contre 2637,6 milliards en 2014, soit une hausse de 295,1 milliards, traduisant la progression des crédits à l'économie (+167,4 milliards) conjuguée à la détérioration de la Position Nette du Gouvernement (+127,8 milliards). Ainsi, le

taux de financement bancaire de l'économie est évalué à 34% en 2015, soit au même niveau que l'année précédente.

4.1.3. La masse monétaire

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire est estimée en hausse de 13,4% en 2015 contre une progression de 11,4% en 2014. Cet accroissement de la liquidité globale s'est traduit par un renforcement des dépôts bancaires (+331,7 milliards) et, dans une moindre mesure, de la circulation fiduciaire (+121,7 milliards). Au total, le taux de liquidité globale de l'économie est passé de 46,1% en 2014 à 49,1% en 2015, soit une amélioration de 3 points de pourcentage.

4.2. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2016

La situation monétaire devrait être marquée, en 2016, par une augmentation de 43,5 milliards des avoirs extérieurs nets, un accroissement du crédit intérieur de 8,1% et une expansion de la masse monétaire de 7,1%.

4.2.1. Les avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont projetés à 1276,4 milliards en 2016, contre 1232,9 milliards en 2015. Ce renforcement serait, principalement, attribuable à l'expansion des avoirs extérieurs nets de la Banque centrale de 43,5 milliards.

4.2.2. Le crédit intérieur

L'encours du crédit intérieur est projeté à 3170,2 milliards en 2016, contre 2932,7 milliards en 2015, soit une hausse de 237,5 milliards. Cette augmentation devrait être portée par les crédits à l'économie (+216,8 milliards) de même que par la dégradation de la Position Nette du Gouvernement (+20,7 milliards). Le taux de financement bancaire de l'économie devrait se situer à 33,7%, soit un recul de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2015.

4.2.3. La masse monétaire

La masse monétaire devrait s'établir à 4234,1 milliards en 2016, contre 3953,1 milliards en 2015, soit une hausse de 7,1%. Cette progression se traduirait par un renforcement des dépôts dans les banques primaires (+215,9 milliards), lesquels ressortiraient à 3 344,9 milliards en 2016, ainsi que par une hausse de la circulation fiduciaire de 82,4 milliards. Au total, le taux de liquidité globale de l'économie ressortirait ainsi à 48,4%, soit un repli de 0,8 point de pourcentage.

ANNEXES

-LE PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D' ACTIVITE					
Variation en % (croissance en volume)	2012	2013	2014	2015	2016
	déf.	s.déf	prov.	est.	prév.
Secteur primaire	8,9%	1,8%	2,4%	18,2%	9,0%
010 020 agriculture	17,1%	0,5%	1,7%	31,7%	12,3%
010 agriculture vivriere	17,0%	1,0%	2,6%	35,4%	12,8%
020 agriculture industrielle ou d'exportation	17,4%	-0,9%	-0,7%	20,9%	10,6%
030 elevage et chasse	0,3%	5,7%	4,9%	4,8%	5,0%
040 sylviculture, exploitation forestiere,	3,1%	4,7%	4,5%	5,1%	3,5%
050 pêche	2,8%	-5,4%	-4,5%	-1,0%	4,0%
Secteur secondaire	3,6%	4,0%	5,3%	7,1%	9,1%
060 activites extractives	8,0%	-13,3%	6,3%	0,0%	14,0%
080 fabrication de corps gras alimentaires	-22,6%	-5,0%	-5,2%	-10,5%	10,0%
999 autres industries	3,5%	2,9%	2,1%	8,1%	8,4%
070 Transformation et conservation de viande, poisson	2,6%	12,5%	0,3%	8,8%	5,6%
090 travail de grains, fabrication de produits	-4,6%	11,5%	-4,8%	-10,3%	8,0%
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	9,6%	3,4%	0,0%	11,6%	6,6%
110 fabrication de sucre, transformation	15,9%	-7,3%	35,6%	1,4%	6,5%
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	26,6%	9,3%	-3,4%	22,1%	4,0%
130 fabrication de boissons	-3,0%	6,0%	5,7%	-7,2%	4,0%
140 fabrication de produits à base de tabac	0,9%	8,8%	0,4%	10,5%	8,8%
150 egrenage de coton et fabrication des textiles	0,4%	5,2%	-2,5%	2,1%	8,8%
160 fabrication du cuir, fabrication	1,8%	-3,5%	5,8%	-13,7%	7,3%
170 travail du bois et fabrication d'articles	2,2%	3,6%	-4,1%	4,2%	5,6%
180 fabrication de papier, carton,	5,0%	3,2%	3,4%	-13,2%	7,0%
190 raffinage petrole, cokéfaction,	13,8%	0,3%	-13,7%	35,5%	7,6%
200 fabrication de produits chimiques	-3,1%	-11,9%	0,2%	32,4%	23,5%
210 fabrication de produits en caoutchouc	0,5%	-24,2%	11,5%	16,2%	6,3%
220 fabrication de verre, poterie	1,8%	-5,7%	7,4%	13,6%	12,7%
230 metallurgie, fonderie, fabrication	6,1%	9,1%	3,0%	5,1%	5,8%
240 fabrication de machines	17,2%	5,1%	15,5%	-0,9%	8,9%
250 fabrication d'equipements, d'appareils					
260 construction de materiels de transports	-9,8%	3,3%	0,7%	-5,2%	8,8%
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	3,8%	4,4%	3,5%	0,0%	4,4%
280 electricite, gaz et eau	12,1%	5,1%	9,7%	6,2%	6,9%
290 construction	-1,0%	11,7%	11,3%	7,0%	11,0%
Secteur tertiaire	4,8%	4,8%	4,1%	3,8%	5,3%
300 commerce	4,0%	5,3%	5,4%	3,9%	5,0%
330 340 transports, postes et telecommunications	6,3%	7,3%	2,0%	4,9%	5,9%
330 transports	8,1%	2,3%	2,0%	9,5%	9,5%
340 postes et telecommunications	5,6%	9,1%	2,0%	3,3%	4,5%
390 education et formation	2,6%	1,1%	4,5%	3,0%	3,5%
400 activites de sante et action sociale	1,2%	1,5%	3,4%	2,7%	4,1%
999 Autres services	5,4%	3,3%	4,6%	3,0%	5,7%
310 services de la reparation	6,2%	6,5%	3,9%	4,1%	4,6%
320 services d'hebergement et restauration	-1,4%	8,8%	-0,9%	-3,6%	7,5%
350 services financiers	13,7%	1,6%	4,6%	9,0%	11,0%
360 activites immobilieres	4,1%	3,6%	4,7%	3,4%	4,5%
370 activites des services aux entreprises	4,8%	4,1%	4,0%	4,0%	5,9%
410 activites à caractere collectif ou personnel	5,0%	2,6%	1,6%	1,4%	4,5%
420 Services d'intermediation financiere i. m.	11,6%	4,2%	0,2%	12,7%	11,0%
380 Activites d'administration publique	3,4%	2,2%	4,1%	4,6%	3,5%
Taxes nettes sur biens et services	-0,2%	-1,1%	6,0%	5,4%	6,5%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	4,4%	3,5%	4,3%	6,5%	6,6%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)	5,0%	4,1%	4,1%	6,6%	6,7%
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)	3,6%	3,7%	4,5%	4,8%	6,2%
Production de biens et services	4,2%	3,7%	3,7%	6,9%	7,3%
Importations de biens et services	11,0%	11,0%	4,4%	12,0%	7,9%
Taxes nettes sur les produits	-0,2%	-1,1%	6,0%	5,4%	6,5%
TOTAL DES RESSOURCES	5,0%	4,7%	3,9%	7,7%	7,4%
Consommations intermédiaires	3,3%	3,3%	3,2%	7,2%	8,0%
Consommation finale	3,0%	2,2%	5,0%	4,9%	4,6%
publique	2,8%	1,6%	3,9%	4,6%	3,5%
privée	3,1%	2,3%	5,2%	5,0%	4,7%
Formation brute de capital fixe	2,6%	17,8%	7,8%	6,1%	7,7%
publique	5,3%	5,9%	13,4%	5,5%	7,6%
privée	2,1%	21,6%	5,9%	6,5%	7,8%
Exportations de biens et services	9,1%	7,8%	6,8%	12,7%	8,4%
TOTAL DES EMPLOIS	5,0%	4,7%	3,9%	7,7%	7,4%

LE PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D' ACTIVITE					
En milliards de francs CFA aux prix courants	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016
	déf.	s.déf	prov.	est.	prév.
Secteur primaire	994,8	1005,0	1017,9	1228,1	1378,9
010 020 agriculture	511,8	501,1	498,8	678,7	789,0
010 agriculture vivriere	400,1	386,1	383,2	527,1	612,4
020 agriculture industrielle ou d'exportation	111,7	115,0	115,7	151,6	176,6
030 élevage et chasse	295,2	317,0	347,5	370,4	396,7
040 sylviculture, exploitation forestiere,	63,0	64,3	67,1	71,2	74,4
050 pêche	124,7	122,5	104,5	107,7	118,8
Secteur secondaire	1541,2	1512,9	1589,5	1639,7	1833,2
060 activités extractives	193,1	147,0	151,1	143,7	170,5
080 fabrication de corps gras alimentaires	6,4	6,0	5,8	5,2	5,8
999 autres industries	870,2	861,8	872,0	922,3	1029,3
070 Transformation et conservation de viande, poisson	161,9	178,3	183,9	199,8	219,5
090 travail de grains, fabrication de produits	37,0	38,1	35,7	30,6	34,4
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	42,6	43,0	40,1	44,2	49,0
110 fabrication de sucre, transformation	22,9	21,6	28,7	29,2	32,3
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	39,0	42,6	40,6	49,4	52,4
130 fabrication de boissons	25,1	26,4	27,9	26,2	27,8
140 fabrication de produits à base de tabac	11,8	14,6	14,5	16,0	17,6
150 égrenage de coton et fabrication des textiles	66,1	62,3	60,1	61,3	68,0
160 fabrication du cuir; fabrication	10,2	9,9	10,3	8,9	9,7
170 travail du bois et fabrication d'articles	40,2	41,6	39,6	41,5	44,8
180 fabrication de papier, carton,	46,8	47,0	49,3	42,8	46,7
190 raffinage pétrole, cokéfaction,	30,7	28,6	24,2	24,3	24,0
200 fabrication de produits chimiques	100,4	76,4	74,3	95,4	126,0
210 fabrication de produits en caoutchouc	26,4	19,8	21,9	24,4	26,1
220 fabrication de verre, poterie	81,3	76,0	81,1	88,6	102,9
230 métallurgie, fonderie, fabrication	43,7	47,6	48,5	48,6	52,4
240 fabrication de machines	5,4	5,6	6,4	6,3	7,1
250 fabrication d'équipements, d'appareils	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
260 construction de matériels de transports	4,9	5,1	5,0	4,8	5,3
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	73,9	77,2	79,9	79,8	83,3
280 électricité, gaz et eau	188,5	199,7	224,2	202,8	211,5
290 construction	283,0	298,4	336,3	365,7	416,1
Secteur tertiaire	3343,0	3415,2	3470,2	3604,2	3855,2
300 commerce	1161,7	1175,1	1196,7	1245,5	1333,9
330 340 transports, postes et télécommunications	761,3	789,7	785,1	830,5	884,8
330 transports	298,2	304,3	309,8	339,8	372,1
340 postes et télécommunications	463,1	485,4	475,3	490,7	512,7
390 éducation et formation	275,5	277,0	290,7	301,0	314,6
400 activités de santé et action sociale	90,3	92,0	89,0	91,6	98,2
999 Autres services	1054,2	1081,4	1108,8	1135,7	1223,6
310 services de la réparation	64,3	65,3	67,7	70,6	75,3
320 services d'hébergement et restauration	50,2	55,2	55,1	53,1	57,7
350 services financiers	244,5	254,6	264,3	289,9	325,0
360 activités immobilières	387,5	399,0	398,3	403,9	432,6
370 activités des services aux entreprises	348,1	353,3	368,5	383,7	414,4
410 activités à caractère collectif ou personnel	123,9	127,7	128,9	130,8	138,8
420 Services d'intermédiation financière i. m.	-164,2	-173,5	-174,0	-196,4	-220,2
380 Activités d'administration publique	481,5	486,2	518,2	548,2	575,9
Taxes nettes sur biens et services	886,1	895,8	961,2	1029,4	1112,8
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	7246,5	7315,0	7557,0	8049,6	8756,1
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)	6360,4	6419,2	6595,8	7020,2	7643,3
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marcl	6734,7	6813,9	7058,1	7370,9	7967,0
Production de biens et services	12585,6	12717,3	13065,4	14178,8	15663,1
Importations de biens et services	3549,3	3606,0	3573,3	3731,7	3949,6
Taxes nettes sur les produits	886,1	895,8	961,2	1029,4	1112,8
TOTAL DES RESSOURCES	17021,0	17219,1	17599,8	18939,8	20725,5
Consommations intermédiaires	6225,3	6298,1	6469,6	7158,5	8019,8
Consommation finale	6661,7	6827,2	7131,4	7502,2	7938,5
publique	1110,5	1140,7	1253,1	1323,9	1390,7
privée	5551,2	5686,5	5878,3	6178,4	6547,7
Formation brute de capital fixe	1709,6	1860,8	1935,9	2078,3	2264,3
publique	449,8	454,3	515,0	550,0	598,8
privée	1259,8	1406,5	1420,9	1528,4	1665,5
Variation de stocks	399,0	154,0	-61,5	-64,5	90,3
Exportations de biens et services	2025,4	2079,1	2124,4	2265,2	2412,6
TOTAL DES EMPLOIS	17021,0	17219,1	17599,8	18939,8	20725,5

DEFLATEUR DU PIB BASE 100 EN 1999					
Variation en %	2012	2013	2014	2015	2016
	déf.	s.déf	prov.	est.	prév.
Secteur primaire	5,6%	-0,8%	-1,1%	2,1%	3,0%
010 020 agriculture	9,1%	-2,6%	-2,1%	3,3%	3,5%
010 agriculture vivriere	9,5%	-4,5%	-3,3%	1,6%	3,0%
020 agriculture industrielle ou d'exportation	7,7%	3,9%	1,2%	8,4%	5,3%
030 élevage et chasse	2,2%	1,6%	4,4%	1,7%	2,0%
040 sylviculture, exploitation forestiere,	0,0%	-2,5%	-0,2%	1,0%	1,0%
050 pêche	5,9%	3,8%	-10,7%	4,1%	6,0%
Secteur secondaire	2,5%	-5,6%	-0,2%	-3,7%	2,5%
060 activités extractives	26,3%	-12,2%	-3,3%	-4,9%	4,0%
080 fabrication de corps gras alimentaires	-4,9%	-2,5%	2,3%	0,0%	2,0%
999 autres industries	-0,5%	-3,8%	-0,9%	-2,2%	2,9%
070 Transformation et conservation de viande, poisson	2,5%	-2,1%	2,8%	-0,1%	4,0%
090 travail de grains, fabrication de produits	0,0%	-7,7%	-1,4%	-4,5%	4,0%
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	-0,8%	-2,4%	-6,8%	-1,1%	4,0%
110 fabrication de sucre, transformation	-0,8%	1,7%	-2,0%	0,0%	4,0%
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	-0,3%	-0,3%	-1,3%	-0,2%	2,0%
130 fabrication de boissons	-0,5%	-0,7%	0,0%	1,3%	2,0%
140 fabrication de produits à base de tabac	-7,7%	14,4%	-1,1%	0,0%	1,0%
150 egrenage de coton et fabrication des textiles	-2,0%	-10,4%	-1,0%	-0,2%	2,0%
160 fabrication du cuir, fabrication	1,1%	0,3%	-1,1%	-0,1%	1,0%
170 travail du bois et fabrication d'articles	1,0%	0,0%	-0,9%	0,7%	2,0%
180 fabrication de papier, carton,	0,4%	-2,6%	1,4%	0,0%	2,0%
190 raffinage petrole, cokéfaction,	2,0%	-6,9%	-2,2%	-25,9%	-8,0%
200 fabrication de produits chimiques	0,3%	-13,6%	-3,0%	-3,1%	7,0%
210 fabrication de produits en caoutchouc	0,4%	-0,7%	-1,1%	-4,0%	0,5%
220 fabrication de verre, poterie	-6,9%	-0,8%	-0,7%	-3,8%	3,0%
230 métallurgie, fonderie, fabrication	0,8%	-0,1%	-1,1%	-4,7%	2,0%
240 fabrication de machines	0,0%	-1,3%	-1,1%	0,5%	2,0%
250 fabrication d'équipements, d'appareils	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
260 construction de matériels de transports	0,6%	-0,4%	-1,1%	0,2%	2,0%
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
280 électricité, gaz et eau	-1,7%	0,9%	2,3%	-14,8%	-2,5%
290 construction	0,6%	-5,6%	1,3%	1,6%	2,5%
Secteur tertiaire	1,5%	-2,6%	-2,3%	0,0%	1,6%
300 commerce	3,0%	-4,0%	-3,4%	0,1%	2,0%
330 340 transports, postes et télécommunications	1,8%	-3,3%	-2,5%	0,8%	0,6%
330 transports	1,6%	-0,3%	-0,2%	0,1%	0,0%
340 postes et télécommunications	1,5%	-3,9%	-4,0%	-0,1%	0,0%
390 éducation et formation	0,8%	-0,6%	0,4%	0,5%	1,0%
400 activités de santé et action sociale	1,6%	0,4%	-6,4%	0,2%	3,0%
999 Autres services	0,2%	-0,7%	-2,0%	-0,5%	1,9%
310 services de la réparation	0,4%	-4,6%	-0,2%	0,1%	2,0%
320 services d'hébergement et restauration	-0,2%	1,1%	0,9%	-0,1%	1,0%
350 services financiers	-2,3%	2,5%	-0,8%	0,6%	1,0%
360 activités immobilières	-0,2%	-0,6%	-4,7%	-1,9%	2,5%
370 activités des services aux entreprises	1,1%	-2,5%	0,3%	0,1%	2,0%
410 activités à caractère collectif ou personnel	1,0%	0,4%	-0,7%	0,1%	1,5%
420 Services d'intermédiation financière i. m.	-3,0%	1,4%	0,1%	0,1%	1,0%
380 Activités d'administration publique	5,8%	-1,2%	2,4%	1,1%	1,5%
Taxes nettes sur biens et services	1,4%	2,3%	1,2%	1,6%	1,5%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	2,5%	-2,5%	-1,0%	0,0%	2,0%
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marcl)	2,0%	-2,4%	-0,9%	-0,4%	1,8%
Production de biens et services	2,3%	-2,6%	-0,9%	1,5%	3,0%
Importations de biens et services	5,6%	-8,5%	-5,1%	-7,2%	-1,9%
Taxes nettes sur les produits	1,4%	2,3%	1,2%	1,6%	1,5%
TOTAL DES RESSOURCES	3,1%	-3,4%	-1,7%	-0,1%	1,9%
Consommations intermédiaires	1,9%	-2,1%	-0,5%	3,2%	3,7%
Consommation finale	2,8%	0,3%	-0,5%	0,2%	1,2%
publique	2,6%	1,1%	5,8%	1,0%	1,5%
privée	2,9%	0,1%	-1,7%	0,1%	1,2%
Formation brute de capital fixe	0,1%	-7,6%	-3,3%	1,0%	1,1%
publique	4,0%	-4,6%	-0,1%	1,2%	1,2%
privée	-1,3%	-8,2%	-4,6%	1,0%	1,1%
Exportations de biens et services	3,8%	-4,8%	-4,3%	-4,0%	-1,8%
TOTAL DES EMPLOIS	3,1%	-3,4%	-1,7%	-0,1%	1,9%

En % du PIB	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016
	déf.	s.déf	prov.	est.	prév.
Secteur primaire	13,7%	13,7%	13,5%	15,3%	15,7%
010 020 agriculture	7,1%	6,9%	6,6%	8,4%	9,0%
010 agriculture vivriere	5,5%	5,3%	5,1%	6,5%	7,0%
020 agriculture industrielle ou d'exportation	1,5%	1,6%	1,5%	1,9%	2,0%
030 élevage et chasse	4,1%	4,3%	4,6%	4,6%	4,5%
040 sylviculture, exploitation forestiere,	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,8%
050 pêche	1,7%	1,7%	1,4%	1,3%	1,4%
Secteur secondaire	21,3%	20,7%	21,0%	20,4%	20,9%
060 activités extractives	2,7%	2,0%	2,0%	1,8%	1,9%
080 fabrication de corps gras alimentaires	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
999 autres industries	12,0%	11,8%	11,5%	11,5%	11,8%
070 Transformation et conservation de viande, poisson	2,2%	2,4%	2,4%	2,5%	2,5%
090 travail de grains, fabrication de produits	0,5%	0,5%	0,5%	0,4%	0,4%
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	0,6%	0,6%	0,5%	0,5%	0,6%
110 fabrication de sucre, transformation	0,3%	0,3%	0,4%	0,4%	0,4%
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	0,5%	0,6%	0,5%	0,6%	0,6%
130 fabrication de boissons	0,3%	0,4%	0,4%	0,3%	0,3%
140 fabrication de produits à base de tabac	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
150 égrenage de coton et fabrication des textiles	0,9%	0,9%	0,8%	0,8%	0,8%
160 fabrication du cuir; fabrication	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
170 travail du bois et fabrication d'articles	0,6%	0,6%	0,5%	0,5%	0,5%
180 fabrication de papier, carton,	0,6%	0,6%	0,7%	0,5%	0,5%
190 raffinage petrole, cokéfaction,	0,4%	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%
200 fabrication de produits chimiques	1,4%	1,0%	1,0%	1,2%	1,4%
210 fabrication de produits en caoutchouc	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
220 fabrication de verre, poterie	1,1%	1,0%	1,1%	1,1%	1,2%
230 métallurgie, fonderie, fabrication	0,6%	0,7%	0,6%	0,6%	0,6%
240 fabrication de machines	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
250 fabrication d'équipements, d'appareils	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
260 construction de matériels de transports	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	1,0%	1,1%	1,1%	1,0%	1,0%
280 électricité, gaz et eau	2,6%	2,7%	3,0%	2,5%	2,4%
290 construction	3,9%	4,1%	4,5%	4,5%	4,8%
Secteur tertiaire	46,1%	46,7%	45,9%	44,8%	44,0%
300 commerce	16,0%	16,1%	15,8%	15,5%	15,2%
330 340 transports, postes et télécommunications	10,5%	10,8%	10,4%	10,3%	10,1%
330 transports	4,1%	4,2%	4,1%	4,2%	4,2%
340 postes et télécommunications	6,4%	6,6%	6,3%	6,1%	5,9%
390 éducation et formation	3,8%	3,8%	3,8%	3,7%	3,6%
400 activités de santé et action sociale	1,2%	1,3%	1,2%	1,1%	1,1%
999 Autres services	14,5%	14,8%	14,7%	14,1%	14,0%
310 services de la réparation	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%
320 services d'hébergement et restauration	0,7%	0,8%	0,7%	0,7%	0,7%
350 services financiers	3,4%	3,5%	3,5%	3,6%	3,7%
360 activités immobilières	5,3%	5,5%	5,3%	5,0%	4,9%
370 activités des services aux entreprises	4,8%	4,8%	4,9%	4,8%	4,7%
410 activités à caractère collectif ou personnel	1,7%	1,7%	1,7%	1,6%	1,6%
420 Services d'intermédiation financière i. m.	-2,3%	-2,4%	-2,3%	-2,4%	-2,5%
380 Activités d'administration publique	6,6%	6,6%	6,9%	6,8%	6,6%
Taxes nettes sur biens et services	12,2%	12,2%	12,7%	12,8%	12,7%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marcl)	92,9%	93,1%	93,4%	91,6%	91,0%
Production de biens et services	173,7%	173,9%	172,9%	176,1%	178,9%
Importations de biens et services	49,0%	49,3%	47,3%	46,4%	45,1%
Taxes nettes sur les produits	12,2%	12,2%	12,7%	12,8%	12,7%
TOTAL DES RESSOURCES	234,9%	235,4%	232,9%	235,3%	236,7%
Consommations intermédiaires	85,9%	86,1%	85,6%	88,9%	91,6%
Consommation finale	91,9%	93,3%	94,4%	93,2%	90,7%
publique	15,3%	15,6%	16,6%	16,4%	15,9%
privée	76,6%	77,7%	77,8%	76,8%	74,8%
Formation brute de capital fixe	23,6%	25,4%	25,6%	25,8%	25,9%
publique	6,2%	6,2%	6,8%	6,8%	6,8%
privée	17,4%	19,2%	18,8%	19,0%	19,0%
Variation de stocks	5,5%	2,1%	-0,8%	-0,8%	1,0%
Exportations de biens et services	28,0%	28,4%	28,1%	28,1%	27,6%
TOTAL DES EMPLOIS	234,9%	235,4%	232,9%	235,3%	236,7%

Tableau 1 : TOFE projections au format Msfp 86

<i>période</i>	2011	2012	2013	2014	2015	2016 proj
1. Total recettes et dons	1525,6	1670,3	1659,0	1927,0	2026,3	2176,0
1.1 Recettes budgétaires et FSE	1375,6	1464,0	1471,4	1673,5	1794,3	1937,0
- Recettes budgétaires (y c Mittal et hors Fse)	1336,4	1423,0	1433,0	1623,7	1736,9	1892,0
<i>pm. Recettes budg (hors Mittal et Fse)</i>	1336,4	1423,0	1433,0	1574,7	1708,7	
Recettes fiscales	1286,9	1352,0	1342,8	1482,5	1597,0	1779,0
Recettes non fiscales hors Mittal	49,5	71,0	90,2	92,2	111,7	113,0
Ressources Mittal				49,0	28,2	0,0
- FSE	39,2	41,0	38,4	49,8	57,4	45,0
1.2 Dons	150,0	206,3	187,5	253,5	232,0	239,0
Budgétaires	37,5	52,0	19,8	40,3	31,2	35,0
En capital	112,5	154,3	167,7	213,2	200,8	204,0
2. Dépenses totales et prêts (net)	1980,2	2090,0	2059,0	2318,7	2411,50	2548,4
2.1 Dépenses courantes	1233,4	1257,0	1262,8	1409,3	1504,4	1503,4
Traitements et salaires	427,5	461,5	464,7	485,4	526,1	572,6
<i>ratio salaires / recettes fiscales</i>				33%	32,9%	
Intérêts sur la dette publique	104,0	108,0	113,2	131,0	159,8	164,0
Extérieure	62,0	52,0	55,4	62,7	126,1	85,5
Intérieure	42,0	56,0	57,8	68,3	33,6	78,5
Autres dépenses courantes	701,9	687,5	684,9	792,9	818,5	766,8
Fournitures, entretien et autres	355,9	320,5	313,6	443,0	384,3	377,0
Transferts et subventions	335,0	355,0	336,2	349,9	434,2	369,8
Dépenses courantes FSE			35			20
2.2 Dépenses en capital	718,4	813,7	801,3	899,1	907,2	1045
Financement intérieur et sur prêts non concés	474,9	491,5	477,3	508,3	502,2	611,0
Financement extérieur	243,5	322,2	324,0	390,9	405,0	434,0
2.3 Prêts nets	28,4	19,3	-5,1	10,3	0,0	0,0
Prêts rétrocédés	35,9	37,3	10,4	10,7	12,7	10,0
Remboursement des prêts rétrocédés	-7,5	-18,0	-15,5	-0,4	-12,7	-10,0
2.4 Couts temporaires des reformes structurelles	0,0					
Solde Global de l'Administration Centrale	-454,6	-419,7	-400,0	-391,7	-385,2	-372,4
Entites non financieres du secteur public						
Revenues			338,3			
Depenses			338,7			
Solde Global des entites non fin. du secteur public	0,0	0,0	-0,4	4,6	0,0	
Solde global Adm. Cent. et entites non fin. du secteur public (dons comp)			-400,4	-387,1	-385,2	-372
Balance primaire Adm. Centrale	-350,6	-311,7	-287,2	-256,1	-225,4	-208,4
Solde de base (déf. UEMOA)	-332,7	-284,5	-268,6	-244,1	-212,2	-177,4
Solde de base hors PPTE ET IADM et dons budg.		-172,6	-248,8	-203,8	-181,0	-142,4
4. Ajustments base caisse	0,0	0,0	0,0	3,1	1,8	
Variations des arriérés (réd.=)			0,0			
Autres (fonds en route)			0,2	3,1		
constitutions			39,4	51,7		
Règlements			-39,2	-48,6		
5. Solde global dons compris (Adm. Cent. et entites)	-454,6	-419,7	-400,4	-384,0	-387,0	-372,4
Solde global dons non compris (-)	-604,6	-626,0	-587,9	-637,5	-619,0	-611,4

(en milliards sauf indication contraire)

	2011	2012	2013	2014 Réal.	2015	2016
6. Financement	454,6	419,7	400,4	384,0	387,0	372
7. Financement extérieur	421,6	470,5	151,0	459,9	341,4	351,4
Tirages hors titres publics	175,0	322,9	219,9	205,1	233,8	287,0
<i>Trésorerie</i>	39,8	117,9	53,2	19,7	29,5	73,0
<i>Prêts projets</i>	135,2	205,0	166,7	185,4	204,3	214,0
Amortissement dette ext	-175,4	-84,0	-80,0	-65,2	-61,7	-73,8
<i>dont remboursement crédit suisse</i>						
<i>dont FMI</i>						
Assistance PPTE (intérêts et amortissements)	13,2	21,0	17,3	16,0		
Rééchelonnement obtenu	0,0					
Différé (Club de Paris)	0,0					
Allègement demandé	0,0					
Emissions Bons Trésor, obligations, Banq	184,4	210,6	-6,3	-20,9	183,0	138,2
<i>dont Bons du Trésor</i>	81,8	66,4	-24,2	-62,1	16,4	-26,2
<i>dont emprunt obligataire OT</i>	72,6	144,2	17,9	-21,6	82,9	124,5
<i>dont Autres emprunts (APE)</i>	30,0		0,0	62,9	83,7	39,9
Sukuk					-26,4	
Emprunts non concessionnels	224,4	0,0	0,0	250,0	0,0	0,0
<i>dont Emissions</i>		0,0		250,0		0,0
<i>dont Remboursements</i>						
Emprunts Crédit suisse				91,4		
<i>dont Crédit suisse</i>				98,4		
<i>dont rachat Crédit suisse</i>				-7,0		
Autres emprunts non concessionnels		0,0				
Dépôts à l'étranger		0,0		-16,4		
Autres					12,7	
8 Financement intérieur (I.+II.)	33,0	-50,8	250,7	-76,5	41,1	20,7
I. Financement Bancaire (A+B+C)	12,0	-195,3	162,7	86,9	41,1	20,7
A. BCEAO (1+2+3)		-158,9	31,2	-168,8	-5,7	-37,7
1. Concours		-19,2	-16,6	-25,9	-5,7	-37,7
Avances statutaire		-8,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres d'Etat				0,0		
Variation net FMI et contrepart SDR			-11,4	-20,6	0,0	-32,3
<i>Contrepart of SDR</i>		0,0				-12,4
<i>Variation net FMI</i>		5,2				-20,0
<i>dont Facilité de Crédit de Confirmation en 2012</i>						
<i>dont facilités chocs exogènes</i>						
<i>dont facilités chocs exogènes</i>						
<i>Allocation DTS G20</i>						
Dépôt Kowéitien		5,4	-5,2	-5,3	-5,7	-5,4
2. Dépôts		-137,9	48,5	-142,9		0,0
dont Ressources affectées (Eurobds/Autoroute)						
Compte PPTE IADM			0,0	0,0		
Autres dépôts			0,0	0,0		
3. Encaisse du Trésor		-1,8	-0,7	0,0	0,0	0,0
B. Banques commerciales		-38,4	130,8	255,7	46,8	58,5
1. Concours		-47,3	128,6	209,5	46,8	58,5
Titres Publics nets ()		-47,1	68,6		70,0	105,9
Titres d'Etat ()						
Bons du Trésor par adjudication		-32,9	-23,2	8,3	2,0	-9,6
Bons du Trésor hors adjudication		-18,0	10,0	-2,3		
Bons du Trésor en compte de dépôt		0,0	0,0	0,0	-7,4	
Emprunt obligataire par adjudication		12,9	50,7	-22,3	62,1	82,9
Emprunt obligataire par APE		-9,1	31,0	37,0	14,1	32,6
Autres					-0,8	
Dettes bancaires directes net ()		-0,2	60,0	188,8	-23,2	-47,5
<i>Autres dettes bancaires</i>			0,0			
<i>Banque Atlantique</i>				88,8	0,0	-19,2
<i>Financement par sukuk</i>				100	-19,9	-28,3
<i>BIS</i>					-3,3	
2. Dépôts et obligations cautionnées		8,9	2,2	46,2	0,0	0,0
dont dépôts						
C. Institutions financières non-bancaires						
Dépôts aux Centres de Chèques Postaux		2,0	0,7	0,0	0,0	0,0
II. Financement non-bancaire	21,0	144,5	87,9	-163,4	0,0	0,0
Titres d'Etat détenus hors du système bancaire		0,0	-0,6	3,0	0,0	0,0
Ressources privatisations & actifs		39,5	11,4	0,0	0,0	0,0
Arriérés extra-budgétaires	21,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Correspondants		36,0	112,6	-110,2	0,0	0,0
Règlements chèques en instances comptes dépôts						
Autres 5/	0,0	85,0	-35,5	-56,2		0,0
Emprunts d'équipement à long terme (PBE)		0,0	0,0	0,0		0,0
Bons de Trésor sur formule		0,0	0,0	0,0		0,0
Coupons Zeros			0,0	0,0		0,0
Soutien coton			0,0	0,0		0,0
SONACOS			0,0	0,0		0,0
pm Règlement de dépenses ordonnancées en 2013				0,0		
Autres		85,0	-35,5	-56,2		0,0
Régularisation (dégonflement sur les comptes de dépôt)		-16,0	0,0	0,0		
Régularisation des dépenses extrab, dettes agences et compte de dépôt						
Erreurs et omissions	0,0	-0,1	-1,3	0,6	4,4	0
9. Ecart de financement	0	0	0	0,0	0,0	0

Balance des paiements

SENEGAL : BALANCE DES PAIEMENTS 2011 – 2021

Selon la 5ème édition du manuel de balance des paiements

En milliards de F.CFA	2011	2012	2013	2014	2015 estim.	2016 Proj
BALANCE DES BIENS	-1 183,6	-1 468,9	-1 471,0	-1 383,2	-1 293,3	-1 294,6
EXPORTATIONS FOB	1 236,8	1 402,0	1 422,5	1 472,7	1 664,6	1 793,7
IMPORTATIONS FOB	2 420,4	2 870,9	2 893,5	2 855,9	2 957,9	3 088,3
SERVICES NETS	-58,6	-55,0	-55,9	-65,6	-70,2	-69,8
dont FRET ET ASSURANCE	-329,9	-386,5	-387,8	-383,4	-403,1	-420,8
REVENUS NETS	-132,8	-153,8	-159,5	-186,5	-220,2	-253,7
dont INTERETS / DETTE EXTER.PUBLIQUE	-56,5	-47,3	-51,9	-57,4	-84,3	-85,5
TRANSFERTS COURANTS	834,0	897,6	920,9	969,3	1 013,3	1 064,5
PRIVES	771,7	821,8	878,4	916,7	963,9	1 004,9
PUBLICS	62,3	75,8	42,5	52,6	49,4	59,7
TRANSACTIONS COURANTES	-541,0	-780,2	-765,5	-665,9	-570,3	-553,5
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	482,2	722,6	733,4	880,7	725,2	597,0
COMPTE DE CAPITAL	119,4	202,8	181,5	217,5	208,1	210,1
TRANSFERTS DE CAPITAL	121,2	165,3	183,0	222,7	210,5	213,9
PRIVES	6,6	6,8	7,3	9,5	9,7	9,9
PUBLICS	114,6	158,5	175,8	213,2	200,8	204,0
Acquisit. / cessions d'actifs financiers non financiers	-1,8	37,5	-1,5	-5,2	-2,4	-3,8
COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES	362,8	519,8	551,8	663,2	517,1	386,9
- CAPITAUX PUBLICS	426,1	334,4	207,2	635,4	328,5	351,4
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	325,5	128,7	2,3	269,5	156,4	138,2
AUTRES INVESTISSEMENTS	100,5	205,7	204,8	365,9	172,1	213,2
dont TIRAGES (Financement exceptionnel)	175,0	323,0	257,9	422,0	233,8	287,0
AMORTISSEMENTS PUBLICS	-56,5	-47,3	-51,9	-56,1	-61,7	-73,8
- CAPITAUX PRIVES	-63,3	185,4	344,7	27,8	188,6	35,5
INVESTISSEMENTS DIRECTS	137,2	112,4	137,3	185,4	188,3	210,4
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	27,0	2,9	-8,0	-4,9	32,4	-36,1
AUTRES INVESTISSEMENTS	-227,5	70,0	215,4	-152,8	-32,1	-138,8
ERREURS ET OMISSIONS NETTES	3,8	4,1	5,6	4,9	0,0	0,0
SOLDE GLOBAL	-55,1	-53,5	-26,5	219,7	154,9	43,5
VARIATION DES AVOIRS EXTERIEURS						
NETS	55,1	53,5	26,5	-219,7	-154,9	-43,5
- BANQUE CENTRALE	6,2	-49,3	16,6	106,7		
- BANQUES DE DEPOTS	48,9	100,5	9,9	111,2		
PIB (Pour Mémoire)	6 772,2	7 246,5	7 315,0	7 557,0	8 049,6	8 756,1
CC / PIB	-8,0	-10,8	-10,5	-8,8	-7,1	-6,3
CCHD	-579,3	-832,9	-785,3	-706,2	-601,5	-588,5
CCHD / PIB	-8,6	-11,5	-10,7	-9,3	-7,5	-6,7

Stituation monétaire intégrée (SMI)

	2014	2015	2016
AVOIRS EXTERIEURS NETS	1078,0	1232,9	1276,4
BCEAO	864,7	963,3	1006,8
BANQUES	213,3	269,7	269,7
CREDIT INTERIEUR	2637,6	2932,7	3170,2
P N G	69,8	197,6	218,3
CREDITS A L'ECONOMIE	2567,7	2735,1	2951,9
CREDITS DE COURT TERME	1408,7	1527,2	1645,5
dont crédits de campagne	9,2	17,5	17,5
CREDITS DE MOYEN ET LONG TERME	1159,0	1207,9	1306,3
ACTIF=PASSIF	3715,6	4165,6	4446,6
MASSE MONETAIRE	3484,5	3953,1	4234,1
Circulation fiduciaire	685,1	806,8	889,2
DEPOTS	2797,3	3129,1	3344,9
DEPOTS EN CCP	7,9	7,9	7,9
DEPOTS EN CNE	0,0	0,0	0,0
DEPOTS A VUE	1429,7	1737,5	1862,0
DEPOTS A TERME	1359,7	1383,7	1475,0
AUTRES ELEMENTS NETS	231,0	212,5	212,5

Source : BCEAO